



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de mission: 28 octobre - 8 novembre 2019

Date du document 06/01/2020

Identifiant du projet 1100001525

Numéro du rapport: 5258-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## **Sigles et acronymes**

ADA	Agence pour le développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
AMC	Association de microcrédit
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AAO	Avis d'Appel d'Offre
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
AUEP	Association des usagers de l'eau potable
CES	Conservation des eaux et des sols
CPP	Comité provincial de pilotage
CR	Commune rurale
CRC	Comité régional de coordination
CP	Crédit de paiement
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
DCP	Document de conception de Programme
DDERZM	Direction de développement de l'espace rural et des zones de montagne
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée de la dépense
GIE	Groupement d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPMDREF	Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts
MFR	Maison familiale rurale
ONCA	Office national du conseil agricole
ONEE	Office national de l'eau et de l'électricité
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDFAZMT de Taza	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses de la province
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PDRZM	Programme de développement rural des zones de montagne
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc vert
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
PV	Procès-verbal
SE	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière de développement agricole (Tamwil al Fellah)
SMOPFA	Service de mise en œuvre de programmes de filières agricoles
SSE	Système de suivi-évaluation
SYGRI	Système de gestion des résultats et impacts ( <i>Results and impact management system</i> )
UGP	Unité de gestion du Programme
UV	Unité de valorisation

## A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Maroc	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province	Classification du risque climatique (PESEC):	2
N° du projet:	1100001525	Institution chargée de l'exécution:	Pas encore disponible
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Pas encore disponible
Chargé de Programme Pays:	Naoufel Telahigue		
Coordonnateur du projet:			
Zone du projet:	régions montagneuses du sud de la Province de Taza: 13 Communes Rurales (Ait Saghrouchen, Bouyablane, Maghraoua, Matmata, Smia, Tazarine Bouchfaa, Bouhlou, Ghiata Algharbia ,Bab Boudir, Bab Marzouka et Gueldamane et Zerarda) et la Municipalité de Tahla.		

Date d'approbation:	15/12/2010	Date de réception du dernier rapport d'audit:	30/06/2019
Date de signature:	15/03/2011	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	08/11/2019
Date d'entrée en vigueur:	13/09/2011	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	13
Date d'éligibilité aux décaissements:	13/09/2011	Nombre de prolongations:	1
Date du premier décaissement:	13/03/2014	Délai d'entrée en vigueur:	9 mois
Date de la revue à mi-parcours:	21/11/2015		
Date d'achèvement prévue:	30/09/2019		
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2020		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Near East, North Africa and Europe Division	\$499,611
	IFAD	\$22,477,451
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$3,349,522
	National Government	\$12,920,025
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$39,246,609

## Mission en cours

Dates de mission:	28 octobre - 8 novembre 2019
Jours sur le terrain:	8 jours

Composition de la mission: M. Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA du Maroc et coordinateur de la mission ; M. Emmanuel Jouve, Consultant spécialiste en développement rural et chef de mission technique ; M. Gabriel Lambert, consultant en développement des filières végétales ; M. Mohammed Hammoudou, consultant spécialiste en développement des filières animales ; M. Noureddine Tahsa, consultant spécialiste en génie rural ; Mme Nathalie Gebrayel, consultante spécialiste en Passation des marches.

Lieux visités: 10 sites: 9 communes rurales (Bouyablane, Maghraoua, Matmata, Smia, Tazarine Bouchfaa, Bouhlou, Bab Boudir, Gueldamane, Zerarda) et la Municipalité de Tahlia

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	3
Égalité des sexes et participation des femmes	5	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	N/A	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	5	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	4

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	4	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	3	Qualité et ponctualité des audits	5
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	5	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------

## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Maroc du 27 Oct. au 9 Nov. 2019, pour réaliser la dernière supervision du Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT). Cette mission intervient moins de six mois après la dernière supervision conduite en Avril / Mai 2019 qui avait classé le PDFAZMT dans la catégorie des projets à problèmes, mettant notamment en évidence les améliorations à apporter sur les aspects gestion de projet, de mise en œuvre du Programme de Travail et Budget Annuel (PTBA), de suivi et évaluation (S/E) et de gestion financière (insuffisance de délégation de crédit).

A moins de huit mois de la date d'achèvement du projet, la présente mission avait pour objectifs de : (i) évaluer la performance du projet, ses effets et impacts sur les groupes cibles ; (ii) apprécier le ciblage et la prise en compte de la pauvreté ; (iii) passer en revue les recommandations de la mission précédente, (iv) passer en revue le plan d'amélioration de la performance du projet ; (v) apprécier l'avancement des activités et du plan de passation de marché ; (vi) passer en revue le système de suivi et évaluation ; (vii) identifier les innovations et évaluer les mesures de diffusion et de gestion des savoirs ; (viii) apprécier la durabilité des actions et évaluer la stratégie de sortie.

La mission a séjourné dans la Province de Taza du 28 Oct. au 5 Nov. 2019, et a été reçue par M. le Directeur Provincial de l'Agriculture (DPA). En collaboration étroite avec l'Unité de Gestion de Projet (UGP), des consultations ont été conduites avec les services techniques concernés : Service de Mise en Œuvre des Projets de Filières Agricoles (SMOPFA), le service Aménagement Hydroagricole, le service Statistiques et Appui, ainsi que le service Support.

La mission a visité une Municipalité et 9 Communes Rurales sur les 12 que couvre le projet et y a rencontré les bénéficiaires du projet : producteurs, représentants des Organisations de Producteurs (Association d'Usagers de l'Eau Agricole, Coopératives Agricoles, groupements d'éleveurs, etc.), porteurs de projets (associations, Groupements d'Intérêt Economique, Petites et Moyennes Entreprises Rurales) ainsi que les partenaires du projet (fournisseurs de services, entrepreneurs, etc.)

La mission a organisé le 1<sup>er</sup> Nov. une session de formation pour informer l'UGP sur les nouvelles exigences du FIDA en termes de passation de marché. Une réunion de restitution a été organisée le lundi 4 Nov. à la DPA de Taza, présidée par son Directeur et en présence de l'UGP et des services techniques concernés. Les conclusions de la mission y ont été présentées et discutées. La DPA, l'UGP et les membres de la mission ont convenu ensemble des actions à mettre en œuvre d'ici la date d'achèvement du projet fixée au 30 Juin 2020, ainsi que du plan de désengagement et des mesures à mettre en place pour réceptionner les marchés et honorer les contrats avant la clôture du projet et d'assurer la durabilité des interventions du projet sur le moyen et long terme.

Des entretiens complémentaires ont eu lieu à Rabat : le 5 Nov. avec l'Agence de Développement Agricole (ADA) et l'Association Nationale Ovine et Caprine (ANOC), et le 7 Novembre avec l'Office National de Conseil Agricole (ONCA). Enfin, une restitution finale a été organisée le 8 Nov. au siège de l'ADA en présence du représentant du Directeur Général de l'ADA et de représentants de la DPA de Taza, de l'UGP du projet et des structures centrales du Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts et du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.

### Principaux accords de mission et conclusions

Depuis Mai 2019, la qualité de la gestion de projet s'est améliorée avec l'aide de la nouvelle équipe d'Assistance Technique mobilisée au sein de l'UGP depuis juillet 2019. Le système de suivi et évaluation est fonctionnel et des enquêtes sont en cours pour mesurer les produits et les effets du projet. Dans ces conditions, la gestion du projet est modérément satisfaisante, bien que les aspects de programmation annuelle, suivi et évaluation, gestion des savoirs, et rapports d'activité restent à renforcer en priorité.

La principale contrainte externe affectant la mise en œuvre des activités physiques est la délégation des crédits : au total 16 marchés attribués en 2017, 2018 et 2019 sont en suspens pour un montant total de plus de 20 millions MAD. Le taux de décaissement reste en deçà des attentes : en date de fin Octobre 2019, il est de 63% du prêt et de 100% du don. Le cumul des paiements est de US\$15,040 millions, représentant 67% du montant du prêt FIDA (US\$ 22,479 millions). Le taux de décaissement à achèvement est estimé à 87% sous réserve de déblocage des crédits.

A huit mois de l'achèvement du projet, la priorité est de compléter les actions en cours, de consolider les interventions physiques et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour en favoriser la durabilité. La capacité technique et organisationnelle des OP et des porteurs de projets est une condition essentielle de la durabilité des réalisations que ce soit les plantations arboricoles, les mesures de promotion des productions ovines et apicoles, les aménagements physiques (pistes, PMH, AEP) et surtout les unités de valorisation et AGR/PMER. Le projet a effectué 75% des formations techniques prévues. Aucune formation n'a été réalisée par le projet en 2019 suite à l'attribution du rôle de formation à l'ONCA depuis juillet 2018.

Les aspects organisationnels des OP ont été négligés et des efforts importants d'accompagnement des OP sont requis pour renforcer leur capacité en termes de gestion interne et de gestion des Unité de Valeur et des AGR dont la plupart sont récentes ou encore en cours de mise en place. En particulier des appuis sont indispensables pour la professionnalisation des services agricoles intégrés aux OP (coopératives, PMER) et pour l'élaboration de plans d'affaire liés aux UV.

Les conditions de planification et de mise en œuvre de Nov. 2019 à Juin 2020 répondront aux exigences suivantes : (i) **délégation immédiate de crédits** pour finaliser les actions physiques, d'accompagnement et de formation ; (ii) **accompagnement des OP** pour la gestion interne et la gestion des UV par l'ONCA; (iii) **finalisation des actions réalisables** : travaux, rattachement du groupement ANOC au berceau de la race ; (iii) **vérification des actions physiques et correction des défauts** en particulier sur les infrastructures pastorales et les points noirs sur les pistes ; (iv) **assurer la conformité** aux exigences du SECAP (procédure d'évaluation des risques sociaux, environnementaux et climatiques).

Le plan de désengagement du projet comprendra les éléments suivants : (i) engagement formel du Gouvernement (ADA, Ministère des Finances) pour la finalisation de la construction des UV dont la période de travaux dépassera la date d'achèvement du projet ; (ii) formalisation de conventions avec les partenaires, les OP et les porteurs de projet : la durée de ces conventions devra s'étendre au-delà de la date d'achèvement pour assurer l'appui sur le moyen et long terme (iii) plan de soutien à la professionnalisation des services agricoles intégrés dans les coopératives agricoles et les PMER en collaboration avec l'ONCA. La mission rappelle que tout paiement survenant entre la date d'achèvement et la date de clôture doit être lié à des activités techniques réalisées à l'achèvement. Il est à rappeler également que la date de clôture est la date butoir pour tout remboursement acceptable au FIDA.

Enfin, le projet s'engage à exécuter les actions suivantes : (i) étude d'impact finale du projet et ; (ii) rapport d'achèvement du projet.

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

La mise en œuvre du projet s'est visiblement améliorée depuis Mai 2019. Le programme de travail et budget annuel de 2019 (PTBA) a été exécuté à hauteur de 70%, portant les réalisations physiques cumulées du projet à environ 90%. Les actions convenues lors de la précédente mission ont été partiellement exécutées : 23 sur 40 ont été complétées (57%), 16 sont en cours d'exécution (40%) et une action reste à exécuter (Déployer des crédits pour la construction d'un centre d'approvisionnement en aliment de bétail à Bouiblanc).

La mission a examiné les notations des différents aspects du projet et, en accord avec la DPA et l'ADA, a proposé de réviser le statut du PDFAZMT afin qu'il ne soit plus classé dans la catégorie des projets problématiques, sous réserve d'exécution des actions convenues lors de cette mission. Ces actions sont décrites dans ce rapport et sont résumées dans l'Aide Mémoire en annexe qui a été agréé lors de la réunion de restitution à l'ADA le 8 Novembre 2019.

Les priorités pour les deux derniers mois de 2019 sont de : (i) débloquer les crédits supplémentaires pour l'exercice 2019 pour un montant de 11.45 MAD comme convenu lors de la mission ; (ii) assurer l'engagement financier de l'Etat pour le paiement des contrats dont la période d'exécution dépassera la date d'achèvement et dont les paiements par le budget FIDA seront inéligibles ; (iii) finaliser un chronogramme des actions à compléter ; (iv) finaliser la préparation du PTBA 2020 en tenant compte des crédits disponibles ; (v) préparer les Termes de Référence pour l'étude d'impact finale et le rapport d'achèvement ; (vi) activer les enquêtes en cours pour une première évaluation de la portée du projet, des effets et des impacts mesurés par rapport aux objectifs et cibles définis dans le cadre logique.

### Composante 1- Appui au développement des filières agricoles

#### Filières végétales

Avancement : la base productive de l'amont de la filière est assurée avec 99,6% et 98% des prévisions atteintes respectivement pour les plantations d'oliviers (3067 ha) et d'amandiers (2543 ha). Les réhabilitations ne dépasseront pas les 50% de réalisation suite à la décision de l'abandon de cette activité en 2019 et qui ne sera pas programmée pour 2020. La structuration de la filière olive et amande s'organise autour de 29 OP (100% de la cible) qui sont toutes établies mais présentent des faiblesses opérationnelles. Les formations techniques et organisationnelles sont lacunaires sur les plans quantitatifs (51% des personnes ciblées formées), qualitatifs et temporels. La construction du bâtiment de l'UV amandier est en cours de finalisation (80% du gros œuvre terminé – marché 62/2017) et la construction des 2 UV « olives de table » n'a pas encore démarré malgré l'attribution des marchés. La livraison des équipements est suspendue jusqu'à réception des bâtiments.

En l'absence de données de référence et de mesure de suivi, il est à ce stade impossible de déterminer l'impact des interventions dans les filières végétales. Toutefois, la faiblesse de l'accompagnement et les retards accumulés dans la construction des unités de valorisation affectent négativement l'impact du projet sur les populations cibles. Les enquêtes devront détailler les différentes composantes du revenu agricole des bénéficiaires.



Contraintes : les formations, bien que partiellement réalisées dans les années précédentes, ne peuvent permettre aux OP de disposer des capacités nécessaires pour pérenniser la production et la productivité agricole. Les retards dans la construction des UV ne permettront pas de mise en valeur de la production agricole dans le temps restant du projet. Enfin, le défaut d'accompagnement et le manque de transversalité entre les actions ne sont pas propices à l'atteinte de l'objectif du projet.

Durabilité : l'atteinte des objectifs devra passer par (i) un effort accru en matière d'accompagnement des OP (coopératives et GIE) ; (ii) un approfondissement des formations techniques et organisationnelles des OP ; (iii) l'amélioration de lien entre les activités mises en place dans le projet et (iv) la garantie de construction et de mise en fonctionnement des UV.

## **Productions animales**

Filière viandes rouges : La convention avec l'ANOC signée en 2014 portant sur la création et l'encadrement d'un groupement est réalisée à 95%. Le groupement est dynamique : 93 nouveaux éleveurs ont adhéré en 2019 portant le total à 171 éleveurs avec un cheptel de 17600 têtes de petits ruminants. La réalisation de 9 sessions de formations et l'acquisition d'un véhicule pour le groupement sont prévus en fin 2019.

A ce stade, il n'y a pas de mesure d'impact des interventions dans la filière viandes rouges. Toutefois, l'étude de suivi en cours et l'étude d'impact finale fournira des informations sur les indicateurs de performance du cadre logique. Le rattachement éventuel du groupement au berceau de la race assurera que le groupement soit soutenu et régulièrement suivi par l'animateur de ANOC qui est en charge de l'encadrement et du suivi des performances du cheptel.

Contrainte : L'approvisionnement en aliments de bétail constitue une contrainte majeure pour l'élevage transhumant, surtout en zone de montagne de Boublane en raison de son enclavement et son éloignement des centres de commercialisation. Aussi, le retard dans le rattachement du groupement au berceau de la race Timahdite, présente un risque pour sa durabilité.

Filière apicole : Les réalisations cumulées sont de 1832 ruches pleines distribuées au profit de 55 coopératives (dont 314 en 2019), pour un objectif initial de 1200 ruches, soit un taux de réalisation globale de 153%. Au même titre, les GIE ont bénéficié de 915 ruches dont 275 en 2019 sur un objectif initial de 1250 ruches (73 %). Les 335 ruches restantes seront distribuées en mars 2020.

Les productions enregistrées pour la campagne 2018/2019 au niveau du GIE Twizi sont de 714 litres (environ 1000 Kg) pour 265 ruches et deux campagnes de récolte; soit une production moyenne de 3,8 kg/ruche. Par rapport à la situation de référence qui est de 5 à 6 kg par ruche pour une année normale de 4 saisons de récolte, les résultats enregistrés sont encourageants.

Contraintes : Le retard dans la délégation des crédits pour la construction et l'équipement des UV et le manque de leur accompagnement dans les domaines techniques et de gestion risquent de compromettre les acquis et investissements réalisés par le projet dans cette filière.

Infrastructures pastorales : Le programme a été achevé en 2018 avec les réalisations suivantes : (i) 36 points d'eau aménagés sur 24 prévus (158%) dont l'aménagement de 27 sources d'eaux et la création de 9 citernes semi-enterrées ; (ii) 6 abris anti-neige soit 100% des prévisions. La qualité des travaux est jugée satisfaisante.

Contraintes : Les actions convenues lors de la mission de Mai 2019 n'ont pas été totalement exécutées: (i) correction partielle des défauts de conception des ouvrages ; (ii) les modalités de gestion et de maintenance des ouvrages sont incomplètes.

## **Actions transversales / génie rural**

Petite et Moyenne Hydraulique (PMH) : Les réalisations cumulées de PMH ont atteint 105 km de seguias et ouvrages annexes (88% des prévisions), dont 1,4 km en 2019. La qualité des travaux est globalement jugée satisfaisante. Un linéaire supplémentaire de 22 km est prévu : 12 marchés d'un montant de 9,1 MAD sont attribués mais non encore engagés, faute de crédits. La DPA a passé des conventions avec 39 AUEA pour la gestion des ouvrages. Un appui des AUEA est essentiel pour une utilisation rationnelle de l'eau et la mise en valeur agricole.

Effets / Impacts : Les informations recueillies auprès de l'UGP/DPA montrent qu'actuellement 39 AUEA ont été bénéficiaires d'aménagement hydroagricole disposant d'une superficie irriguée de l'ordre de 1809 Ha et pratiquant un système de cultures basé sur l'arboriculture fruitière couplé avec des cultures maraichères et fourragères. Les données concernant les impacts sur le revenu des exploitants usagers sont en cours de collecte par l'UGP.

Pistes: les travaux connaissent un rythme soutenu et la majorité a dépassé les phases déterminantes (terrassements, ouvrages d'art et gabions). L'achèvement est imminent (compactage des matériaux (GNF/ MCR de la chaussée) sur 60,4 km au titre de 22 marchés avec un taux qui dépasse 70%. Un point noir d'éboulement de sol de la piste Kalâa, nécessite une expertise géotechnique en vue d'identifier les causes et arrêter les dispositions constructives. L'encadrement des chantiers est très rapproché par la nouvelle AT ce qui va permettre d'éponger le retard. Des conventions sont passées

avec 8 CR pour assurer l'entretien/maintenance des pistes. La qualité des pistes est conforme aux routes à faible trafic (REFT) et les usagers des pistes rencontrés sont satisfaits. A ce stade, il n'y a pas d'information sur le nombre de bénéficiaires directs ou indirect. Les impacts potentiels en termes d'accès aux services ou d'amélioration des conditions d'accès au marché devront être mesurés lors de l'étude d'impact prévue en 2020.

**Alimentation en Eau Potable (AEP):** Les travaux prévus ont été exécutés avec les réalisations suivantes: (i) construction de 4 systèmes d'AEP dont 3 systèmes borne-fontaine (2725 hab.) et un système par branchement particulier (320 hab.) Deux systèmes sont fonctionnels (625 hab.) La mise en service des deux autres systèmes est tributaire de la fourniture des équipements de pompage et du branchement électrique par les 2 CR concernées.

Le projet a recensé 609 ménages desservis par les systèmes d'AEP dont 125 desservis par les deux systèmes actuellement fonctionnels. L'étude en cours évaluera les impacts, notamment par des enquêtes de satisfaction des usagers.

Deux conventions de gestion/exploitation d'AEP sont signées entre la DPA et les CR concernées. Par contre, les 2 autres restantes sont en cours. La qualité des travaux est satisfaisante. La DPA doit veiller à la prise en charge effective par les CR de l'entretien des systèmes d'AEP.

## **Composante 2- Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la petite et moyenne entreprise rurale (PMER)**

**AGR :** Trois coopératives regroupant 18 jeunes ont été créées en 2018, et ont reçu des formations à la MFR ainsi que des dotations en ovins (160 brebis pleines et 1 bélier chacune). En 2019, ces 3 coopératives ont été intégrées à l'ANOC et ont bénéficié du programme du suivi et traitement sanitaire du cheptel ainsi que du programme de renforcement des capacités contenus dans la convention avec cette association. En 2019, l'une des 3 coopératives, Ajial Bouiblanc a été dissoute en raison du départ de ses membres vers d'autres activités et son cheptel a été distribué aux deux autres coopératives.

Les deux coopératives (dont Achbal Bouiblanc rencontrée par la mission) font face à des contraintes : fragilité financière de la coopérative, faible maîtrise technique et mortalité importante. Dans l'état, les recettes de vente ne permettent pas de couvrir, entre autres, les charges d'alimentation du bétail en période hivernale. A cela s'ajoute l'incapacité des membres de la coopérative à pratiquer la transhumance en dehors de la zone de Bouiblanc.

**PMER :** Au total, 10 PMER spécialisées dans les services arboricoles (100% des prévisions) ont été créées et formées par la Maison Familiale Rurale (MFR de Beni Snassen) sous convention avec le projet. Ces PMER sont prêtes pour fournir des services aux OP pour l'entretien des vergers grâce aux équipements nécessaires dotés par le projet. Ces équipements sont en quantité satisfaisante et de bonne qualité.

Sur la base des observations de la mission, les PMER les plus anciennes sont opérationnelles et ont un effet positif sur l'amélioration de la productivité agricole. Ce n'est pas le cas des PMER récemment accompagnées. En l'absence d'indicateur de mesure d'impact, ce dernier est impossible à mesurer.

**Contraintes :** le niveau de dynamisme des PMER créées et accompagnées est hétérogène. Certaines sont opérationnelles depuis 2017 tandis que certaines viennent juste d'être dotées. Leur dynamisme repose sur les individualités dont elles sont composées et d'une manière générale une attention particulière est à apporter quant aux risques de captage des structures par des individualités fortes (constat valant pour les PMER, les OP et les GIE). Le manque de dynamisme de ces PMER, en particulier les plus récentes, est préoccupant alors que la saison de récolte et de taille a commencé.

**Durabilité :** une mise en relation des PMER créées/soutenues avec les OP du projet est indispensable à l'atteinte de l'impact et de la durabilité du projet. Un effort supplémentaire pourrait être consenti dans les zones où les PMER sont « absentes » (éloignées) ou bien là où les services agricoles sont les moins développés.

## **Composante 3 : Renforcement des capacités locales et appui institutionnel**

La pérennisation des activités du projet passe par un appui institutionnel décliné au niveau des bénéficiaires et de leurs OP par un renforcement des capacités pour l'amélioration des conditions de production, de valorisation et d'utilisation commune de façon efficiente et rationnelle des biens mis à leur disposition. Ainsi, 6 conventions transversales de partenariat (ANOC, MFR, ONEP, DPELT, AUEA et CT) ont été établies et mis en œuvre. A cet effet, cette action est jugée modérément satisfaisante.

Ces partenariats ont permis la réalisation de nombreuses activités du programme à savoir : (i) l'organisation et le renforcement des capacités des producteurs ; (ii) la formation par apprentissage des jeunes ruraux, (iii) l'alphabétisation fonctionnelle de femmes. Actuellement la DPA a assuré l'organisation de 155 sessions de formations, de sensibilisation et d'information soit 65% du programme initial.

Afin de garantir une durabilité des actions entamées dans le cadre du projet, le MAPMDREF a prévu, à partir de 2020, que les activités de renforcement des capacités, d'appui et d'encadrement des agriculteurs au cours de l'année 2020 et

pendant la phase post-projet, seront prises en charge exclusivement par l'ONCA.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Délégation des crédits</b> Veiller à la délégation des crédits nécessaires à l'exécution du PTBA 2019 et le PTBA 2020	ADA	12/2019
<b>Performance du projet</b> Dresser un tableau de bord des actions restants à faire	DPA/UGP	12/2019
<b>Préparation du PTBA 2020</b> Finalisation du PTBA 2020 afin de contenir toutes les activités non réalisées et restant à programmer	DPA/UGP	12/2019
<b>Etude d'impact et rapport d'achèvement</b> Finaliser les TDR pour l'étude d'impact et le rapport d'achèvement (PCR), soumettre pour avis et procéder à l'AO pour exécution en 2020	DPA/UGP	12/2019
<b>Portée du projet</b> Activer l'enquête des indicateurs d'impact ainsi que son analyse	DPA/UGP	12/2019
<b>Mapping des interventions</b> Lister les interventions du projet en matière d'installation de périmètre et de disponibilité d'accompagnement technique (Cf. AGR/PMER) pour mettre en adéquation les besoins et les ressources du projet	UGP	12/2019
<b>Cibler les interventions</b> Etablir une liste des actions pour : - Mettre en relation les OP et les AGR/PMER - Internaliser des compétences techniques au sein des coopératives	UGP	12/2019
<b>Mise en relation OP/PMER et les autres organismes d'appui dans la zone (ex: DAS – INDH)</b> Organiser des rencontres entre PMER et OP et des visites des PMER opérationnelles (Cf. PMER Femmes Tahla) Organisation de journées de démonstration	UGP	12/2019
<b>Durabilité du Groupement ANOC de Bouiblanc</b> Finaliser le processus de rattachement du groupement ANOC au berceau de la race Timahdite	DDFP/ADA	12/2019
<b>Gestion des infrastructures pastorales</b> Créer au sein de chaque CR et parmi les transhumants des Associations de gestion et de maintenance des points d'eau et abris, conformément à la loi 113-13 du 27 Avril 2016 relative à la transhumance pastorale, à l'aménagement et à la gestion des espaces pastoraux et sylvopastoraux	UGP	12/2019

<b>Accompagnement de la filière apicole à l'aval</b>  Accélérer le processus de déblocage des crédits pour les 2 UV Prévoir un programme d'accompagnement technique et de gestion des UVs	DPA/ADA DPA/AT	12/2019
<b>Pistes</b>  Engager la réalisation d'une expertise géotechnique ponctuelle en vue de traiter le point noir d'éboulement et glissement du sol de la piste "El Kalâa" lot n°2 de la CR de Zrarda pour arrêter les dispositions constructives appropriées	DPA	12/2019
<b>Systèmes d'AEP</b>  La DPA doit veiller à l'opérationnalisation des conventions de transfert des système d'AEP par les 4 Communes concernées en tant de futurs gestionnaires par la prise en charge effective et des prestations d'entretien, de gestion et d'exploitation des systèmes AEP en vue d'assurer la pérennité et la durabilité des ouvrages transférés	DPA / CR et ONEE	12/2019
<b>Formations et accompagnement des OPA</b>  Préparer un plan de formation et d'accompagnement des OPA et sur la base de TDR révisé du DAO « Formation et encadrement des organisations professionnelles en matière de valorisation des olives, des amandes et du miel », coordonner avec l'ONCA pour sa mise en œuvre	ADA/ONCA et DPA/UGP	12/2019
<b>Professionnalisation des porteurs de projet des 3 UV</b>  Réaliser les tâches inscrites dans les TDR révisés du DAO « formation et accompagnement des OP » Visite d'échange dans des entreprises similaires	DPA / ONCA	03/2020
<b>Professionnalisation des OP</b>  Identifier les personnes ressource dans les OP et les former au sein des MFR Dotation en équipement	UGP	04/2020
<b>Paiement des contrats après clôture du projet</b>  Assurer l'engagement financier de l'état pour le paiement des contrats après la date de clôture du projet	ADA/Ministère des finances	
<b>Construction des 3 UV</b>  Donner la priorité à la finalisation / construction des unités	UGP / GIE OP	
<b>Durabilité des deux coopératives AGR/viandes rouges</b>  Former les bureaux des deux coopératives à la gestion internes des coopératives	DPA/AT	

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

## Effacité en matière de développement

Effacité

Note: 4

Notation précédente: 4

### Justification de la note

La notation de la mission précédente (4/6) est maintenue : elle est jugée « plutôt satisfaisante ». L'objectif de développement est de « Diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables ». Cet objectif est mesuré par l'augmentation de revenu et par le pourcentage d'AGR et PMER fonctionnelles.

L'objectif de développement sera globalement atteint et plus de 70% des principaux objectifs matériels seront atteints. Certaines activités connaissent des retards significatifs d'exécution mettant en cause la réalisation de certains effets attendus. Dans cette dernière phase du projet, les mesures d'atténuation ne peuvent qu'être partiellement efficaces.

### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

En Mai 2019, le cadre logique du projet a été modifié avec l'assistance de la mission de supervision. Quoique cette version n'a pas été transcrite au niveau du système ORMS, elle a constitué une base de travail reflétant l'état réel d'avancement du projet.

A huit mois de la date d'achèvement du projet, le nombre de ménages atteint par les activités du projet est de 80% de l'objectif initial et qui concerne 67% des bénéficiaires. Les activités du projet ne permettront certainement pas d'atteindre la totalité de bénéficiaires ciblés au début du projet. L'analyse du cadre logique montre que 10% de jeunes et 40% de femmes environ ont été touchés par le projet, Toutefois leur participation aux programmes de renforcement de capacités reste encore limitée (moins de 40% pour les productions végétales et 50% pour les productions animales). Cette donnée peut être améliorée en raison de la reprise des activités de formation par l'ONCA à compter de l'année prochaine (2020).

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Consolider le cadre logique</b>  Consolider le cadre logique. Vérifier et analyser les cibles et les informations relatives à la portée du projet et au ciblage des femmes, des jeunes et des pauvres pour modéliser l'état à l'achèvement dans le cadre logique	UGP, S/E	12/2019

## Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 4

Notation précédente: 5

### Justification de la note

La notation précédente (5/6) est révisée à la baisse. La portée du projet et le ciblage sont jugés « plutôt satisfaisant ». Le projet a jusqu'à présent apporté un soutien à 6358 ménages ruraux sur les 8000 initialement prévus, soit une portée de 80%. Les femmes représentent un tiers de bénéficiaires du projet (9625 femmes sur 28782 personnes) et 43 femmes occupent des postes de direction dans 92 organisations de producteurs soutenues par le projet. Les données ne sont pas désagrégées par âge, le ciblage des jeunes et des pauvres est donc invérifiable.

Les mécanismes de ciblage prévus ont été déployés. L'UGP déploie d'importants efforts pour reconstituer la base de données des bénéficiaires. Le nombre total de bénéficiaires cible ne devrait pas être atteint à l'achèvement.

### Principaux problèmes

Le projet a globalement atteint les groupes-cibles initialement prévus. L'ensemble des communes rurales et la municipalité prévues ont été soutenues par le projet, y compris les zones enclavées et défavorisées. En date d'Octobre 2019, le projet a soutenu 80% du nombre de ménages initialement prévus et environ 60% du nombre de personnes. Les femmes ayant reçu le soutien du projet sont au nombre de 9,625 soit 33% des bénéficiaires. L'objectif quantitatif initial, qui était que les femmes constituent 35% des bénéficiaires du projet, est quasiment atteint.

Les interventions ont été conçues de manière intégrée en incluant des infrastructures de désenclavement et d'amélioration de l'alimentation en eau à multiples usages : irrigation, eau potable, élevage. Ces infrastructures ont été conçues en soutien aux quatre filières soutenues par le projet comme initialement prévu : filières arboriculture, viande rouge et apiculture. Ces interventions ont généralement répondu aux besoins de groupes cibles visés.

Cependant les différentes interventions n'ont pas toujours été planifiées de manière complémentaires. En particulier, les

canaux d'irrigation réhabilités desservent généralement des parcelles de maraichage sans appui sur l'amont et l'aval de la filière.

En termes de mesure de l'efficacité du ciblage, le système de suivi et évaluation collecte les informations par sexe et le ciblage des femmes est bien vérifié. En revanche, les données ne sont pas désagrégées par âge ou par statut de pauvreté, ne permettant pas de vérifier le ciblage des jeunes ou des ménages les plus démunis.

Après consolidation du cadre logique et de la base de données des bénéficiaires du projet, l'UGP devra se concentrer sur le ciblage des actions pour 2020 en cherchant à augmenter la portée du projet et à cibler d'avantage les femmes, les jeunes et les ménages pauvres en priorité.

Le système de suivi et évaluation devra produire des données désagrégées par sexe, âge et niveau de pauvreté pour guider ce ciblage. Cette approche de ciblage guidée par le cadre logique et informée par le système S/E pourra être poursuivie dans les prochains projets et notamment le PRODER dès sa phase de démarrage.

En terme plus qualitatif, une fois les cibles bien définies, les actions de renforcement des capacités des jeunes et des femmes pourront être définies en coordination avec l'ONCA qui sera en charge de la mise en œuvre des formations et de l'accompagnement en 2020 et au-delà.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Portée : Maximiser la portée du projet en 2020</b>  Inclure un plan d'action spécifique dans le PTBA 2020 pour atteindre plus de 95% de l'objectif initial de portée du projet en 2020	DPA/UGP	12/2019
<b>Action de renforcement des capacités des femmes et des jeunes</b>  Préparer avec l'ONCA un plan de formation en implication davantage de l'animateur	DPA/ONCA	12/2019
<b>Ciblage des femmes, jeunes et ménages pauvres</b>  Cibler en priorité les femmes, les jeunes et les ménages les plus pauvres en 2020	DPA/UGP	

**Égalité des sexes et participation des femmes**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

La notation précédente (5/6) est maintenue, elle est jugée « satisfaisante ». Le projet a quasiment atteint ses objectifs quantitatifs: les femmes représentent 33% du nombre total de bénéficiaires contre une cible de 35%. Il y a 43 femmes occupant des postes de direction dans 92 organisations de producteurs soutenues par le projet, en deça de l'objectif du projet. Le projet a aussi encouragé la création et le développement de coopérative féminines, de PMER féminines et de d'UV féminines. Le projet a contribué à maliorer la situation en matière d'égalité des sexes dans la mise en œuvre des interventions. Globalement, le projet touche efficacement les groupes cibles mais le nombre de bénéficiaires cibles n'est pas totalement atteint et les données disponibles sont encore parcellaires, notamment en ce qui concerne les jeunes et les ménages pauvres.

**Productivité agricole**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La notation précédente (4/6) est maintenue, elle est jugée « Plutôt satisfaisant ». Les interventions dans les filières végétales visent l'amélioration quantitative et qualitative des productions d'olives et d'amandes et leur valorisation à travers des UV. Les actions du projet ont permis l'augmentation substantielle des surfaces d'oliviers (3067 ha) et d'amandiers (2543 ha) qui devrait entraîner une augmentation de la production agricole correspondante. D'autre part, les activités de réhabilitation d'oliveraies (800 ha, 50% de l'objectif fixé) ont théoriquement permis d'améliorer la productivité agricole.

Le groupement ANOC a connu une augmentation très significative du nombre d'adhérents depuis sa création en 2017 ce qui se traduit par une augmentation de l'effectif du cheptel.

#### Principaux problèmes

-----

Filières végétales : l'absence d'indicateur ne permet pas la mesure de l'augmentation de la production ni de la productivité agricole. La caractérisation « moyennement satisfaisante » résulte donc d'une appréciation subjective basée le constat suivant : la simple augmentation des surfaces résultera indéniablement par une augmentation de la production agricole.

Cependant, à ce stade, les jeunes plantations réalisées ne permettent pas de constater une augmentation de la production agricole. Ce constat devrait néanmoins rapidement évoluer avec l'entrée en production progressive des plantations réalisées. Cette augmentation devrait d'ailleurs être exponentielle. L'amélioration de la productivité ne pourra quant à elle être atteinte qu'avec un travail sur l'amélioration des pratiques agricoles.

Au niveau des élevages adhérents à l'ANOC, un programme de renforcement des capacités des éleveurs et de suivi technique et sanitaire des troupeaux a été réalisé conformément aux clauses de la convention. De même, 130 béliers performants de race Timahdite (dont 42 dans le cadre du programme ordinaire de la DPA) ont été distribués.

Filière Viande Rouge : L'amélioration des performances de production et de reproduction du cheptel atteintes suite à l'adhésion des éleveurs à l'ANOC n'a pas fait l'objet d'une évaluation dans le cadre du projet et les documents semestriels élaborés par l'ANOC et transmis au projet conformément aux clauses de la convention sont des rapports d'activités et ne permettent pas de tirer des enseignements sur les progrès réalisés. Cette convention n'inclut pas la réalisation d'un bilan technico-économique permettant de renseigner sur l'amélioration des performances de production et de reproduction du cheptel et du revenu des éleveurs.

Pour les AGR viandes rouges, les animaux ont été distribués en décembre 2018 et il est encore prématuré de porter des jugements sur les performances réalisées.

L'effet du maillage hydraulique et de l'amélioration des conditions d'abreuvement sur la productivité du cheptel n'a pas encore fait l'objet d'évaluation par le projet. Cependant, les travaux effectués dans les conditions similaires attestent une amélioration des performances de production et de reproduction des troupeaux suite à l'amélioration de la qualité de l'eau et des conditions d'accès aux points d'eau.

En matière d'apiculture : Les résultats enregistrés en matière de production apicole sont satisfaisants. Les productions enregistrées pour la campagne 2018/2019 au niveau du GIE Twizi sont de 714 litres (environ 1000 Kg) pour 265 ruches; soit une production moyenne de 3,8 kg/ruche.

<b>Nutrition</b>	<b>Note: N/A</b>	
<b>Adaptation aux changements climatiques</b>	<b>Note: 5</b>	<b>Notation précédente: 5</b>

#### Justification de la note

L'adaptation aux changements climatiques est jugée « satisfaisante » (5/6) : elle est intégrée dans l'objectif de développement qui est de « diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables ».

Le développement des plantations d'oliviers et d'amandiers ont été bien mises en œuvre et ont atteint ou dépassé les objectifs initiaux. Ces cultures sont plus résilientes aux variations climatiques que les céréales. Les actions transversales (PMH, AEP, pistes) et les réalisations en termes d'infrastructures pastorales (création de points d'eau et d'abris anti-neige) contribuent aussi directement à renforcer la résilience des bénéficiaires. Ces interventions ont été bien ciblées.

#### Principaux problèmes

Le renforcement des capacités d'adaptation s'appuie essentiellement sur les réalisations physiques (plantations, réhabilitation de canaux d'irrigation, aménagement de bornes fontaine, infrastructures pastorales).

Les actions réalisées par le projet en matière d'appui à l'élevage pastoral et à l'activité apicole contribuent à améliorer la résilience des agropasteurs et éleveurs de la zone vis-à-vis des changements climatiques.

Aussi, les aménagements hydroagricoles, en l'occurrence le revêtement de seguias et canaux d'irrigation ont permis d'augmenter l'efficacité hydraulique du réseau et économiser sur les dotations destinées à l'irrigation des parcelles et de ce fait améliorent la résilience aux changements climatiques

Ainsi, en matière d'hydraulique pastorale, l'intervention du projet focalisée essentiellement sur l'aménagement des points d'eau existants et la valorisation des eaux superficielles par la construction de citernes semi enterrées, a permis d'améliorer le maillage hydraulique et la gestion des ressources naturelles en facilitant l'accès des troupeaux à de nouveaux sites de pâturage qui étaient auparavant non exploités ou sous exploités par manque d'infrastructures.

De même, les abris anti-neige permettent une meilleure adaptation aux changements climatiques ; surtout les tempêtes de neige qui peuvent survenir en dehors de la phase hivernale habituelle et avoir des effets néfastes sur les troupeaux et

les foyers transhumants.

L'encouragement de l'activité apicole vise aussi à réduire la vulnérabilité des exploitations agricoles vis-à-vis des changements climatiques en leur permettant de diversifier leurs revenus et d'exploiter des ressources naturelles diversifiées.

Les aménagements hydroagricoles réalisés permettent d'améliorer l'efficacité du réseau d'irrigation et d'atténuer la pénibilité des opérations d'irrigation. Le gain en temps obtenu sera investi par l'agriculteur dans la mise en valeur agricole des terres et une meilleure diversification et intensification (arboriculture, maraîchage).

De même, l'organisation des agriculteurs en AUEA, constitue un atout de grande importance pour l'adaptation aux CC.

Des options d'adaptation ont pu être identifiées en cours de projet telles que : les systèmes d'économie d'eau d'irrigation, l'utilisation d'énergies renouvelables (pompage solaire, séchoirs solaires, etc.). Ces options n'ont pas été testées et diffusées dans le cadre du projet.

Pour promouvoir de meilleures capacités d'adaptation, les producteurs devront s'appuyer sur leurs organisations pour obtenir des informations, des formations, et d'autres services tels que l'accès aux financements et aux marchés. Dans la phase finale du projet, des efforts restent donc à fournir dans le renforcement des organisations de producteurs qui assureront la gestion, la maintenance et la durabilité des interventions soutenues par le projet. Des appuis supplémentaires sont requis par les PMER et les organisations qui gèrent les Unités de Valorisation.

En l'absence de PESEC/SECAP et de plan de gestion environnementale et sociale au stade de la conception, le projet n'a pas systématiquement évalué les risques et vulnérabilités liés aux changements climatiques pour guider les interventions. Les impacts de ces interventions sur la résilience des bénéficiaires ne sont pas mesurés et documentés. La DPA de Taza a été sensibilisée sur cet aspect.

## **b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**

### **Institutions et participation à l'élaboration des politiques**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Cette note est maintenue. Puisque le projet n'avait pas comme objectif initial la contribution à l'élaboration des politiques. Toutefois, il a contribué à la création et au renforcement technique de plus d'une centaine d'organisations en milieu rural, améliorant le positionnement des populations et producteurs sur le plan institutionnel. A ce titre, le projet est aligné sur les priorités nationales et en particulier le Pilier II du PMV.

En revanche, ces organisations n'ont pas eu l'occasion de participer aux processus de formulation de politiques. Les avancées notables du projet en termes de processus participatifs n'ont pas été suffisamment documentés pour pouvoir alimenter le dialogue sur les politiques et la mise en œuvre des programmes nationaux.

### **Établissement de partenariats**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

L'établissement de partenariats est noté « moyennement satisfaisant », comme lors de la mission précédente. Le projet a développé des partenariats de mise en œuvre avec la MFR pour la formation des membres de PMER, un modèle qui peut être étendu et répliqué. D'autres partenariats avec des organismes publics (ONCA, ANOC) sont aussi en cours et doivent être formalisés d'ici la fin 2019 et s'étendre au-delà de l'achèvement du projet pour en assurer la durabilité.

Le nouveau bureau d'assistance technique semble maintenant assurer une bonne coordination avec la DPA. Dans le cadre du contrat, les quantités de prestation ne seront pas complètement consommées d'ici la date d'achèvement. De la main d'œuvre spécialisée supplémentaire peut être mobilisée sans engendrer de coût supplémentaire.

#### **Principaux problèmes**

Les principaux problèmes liés aux partenariats sont de deux ordres : (i) les partenariats ont pris du retard et les activités sont encore en cours ou en suspend à moins d'un an de la date d'achèvement ; (ii) les partenariats qui ont pour vocation de s'étendre après achèvement ne sont pas encore tous formalisés, remettant en question la stratégie de désengagement du projet.

Les retards dans les partenariats concernent les contrats de travaux de réhabilitation de pistes qui sont encore en cours alors que la période d'arrêt hivernal est imminente. La résolution des malfaçons (citernes enterrées) et du point noir sur le tronçon de piste "El Kalâa" lot n°2 de la CR de Zrarda. Les partenariats avec les entreprises privées en charge des plantations et des réhabilitations de seguia prévues en 2020 sont aussi affectés par ces retards. Les leçons apprises en



termes de planification de projet et de délégation de crédit devront être valorisées dans les autres projets et en particulier le PRODER qui sera mis en œuvre par la DPA de Taza dès 2020.

Le partenariat avec l'ONCA pour organiser les formations et l'accompagnement des OP et préparer les porteurs de projet à la gestion des Unités de Valorisation en est encore au stade de la préparation. En 2019, l'ONCA n'a pas été en mesure de fournir les services requis et cela a directement affecté les actions de formation prévues par le projet. Le partenariat qui se dessine pour 2020 devrait déboucher sur des actions concrètes prévues en Mars 2020, quelques mois seulement avant la date d'achèvement. Les engagements en termes d'accompagnement des OP et des UV devront donc s'inscrire dans la durée, bien au-delà de la clôture du projet en 2020.

Le partenariat déjà développé avec la MFR pour les formations techniques pour l'entretien des oliveraies et des vergers d'amandiers devraient être étendus et toucher davantage de jeunes hommes et femmes pour répondre aux besoins des membres des coopératives de production. Le partenariat avec l'ANOC pour le rattachement du groupement d'éleveur au berceau de la race doit aussi être formalisé d'ici l'achèvement du projet afin d'assurer un soutien au groupement sur la durée.

#### **Capital humain et social et autonomisation**

**Note: 3**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La notation précédente (4/6) est revue à la baisse : elle est jugée « moyennement insatisfaisante » (3/6). Les ruraux pauvres (femmes et hommes) ne reçoivent pas un appui suffisant pour développer leurs capacités et/ou renforcer leurs organisations. Ils n'exercent qu'un contrôle très faible sur les institutions et relations économiques et participent à peine aux processus décisionnels locaux.

Un nombre d'important d'OPA (135) a été accompagné dans le cadre du projet. Ces organisations ont reçu en outre un léger appui en termes de formation technique. Cependant, le dynamisme attendu de ces organisations demeure très faible et la dimension collective n'est pas traduite en termes opérationnels par les membres de ces organisations. Ces dernières ont été constituées dans l'objectif initial de bénéficier des actions du projet et ne sont pas correctement accompagnées pour qu'elles deviennent les moteurs de leur propre développement.

#### **Principaux problèmes**

Le programme d'appui et de renforcement de capacités est défaillant. Devant le nombre d'OPA constituées et par conséquent le nombre de membres qu'elles représentent, le nombre des formations individuelles et techniques réalisées n'est pas à la hauteur. A ce titre l'ambition affichée dans le cadre logique actualisé révèle bien les difficultés rencontrées : le nombre de personnes formées n'a pu atteindre les objectifs fixés qu'à deux reprises en 2014 et 2016.

Les OPA constituées sont bien souvent des structures récipiendaires de l'aide du projet. Très peu d'entre elles ont développés des activités collectives. D'une manière générale, les membres des organisations de producteurs continuent d'adopter des pratiques individuelles faute d'actions collectives initiées par la coopérative et faute de compréhension de l'intérêt de l'outil coopératif. Ce constat est également inquiétant pour les Associations d'Usager de l'Eau Agricole (AUEA) ou l'absence d'esprit collectif est rédhibitoire à la distribution équitable de la ressource en eau.

Les infrastructures pastorales devront être gérées par des associations qui restent encore à enregistrer au niveau local. Ces associations créées dans la phase finale du projet ne seront probablement pas autonomes avant achèvement en Juin 2020 et devront être accompagnées dans leur développement pour prendre pleinement en charge la gestion et l'entretien des points d'eau et des abri anti-neige.

L'accompagnement en matière de gouvernance est insuffisant du point de vue quantitatif, comme en témoigne le nombre de 3 sessions « de suivi des coopératives pour leur mise à niveau » sur les 9 prévues, mais également d'un point de vue qualitatif. Ce constat est également valable pour l'accompagnement des coopératives dans leurs activités de valorisation des produits agricoles. Par ailleurs, le nombre et la nature des UV se sont constamment réduits depuis le début du projet pour ne retenir finalement qu'un nombre de 3 UV apicoles et 3 UV « horticole » : une UV dans la filière amande et deux dans la filière olive.

Enfin, certaines AGR/PMER sont encore balbutiantes et nécessitent un accompagnement supplémentaire pour le développement de leurs activités. Une attention particulière doit leur être apportée car elles représentent un dispositif clé pour l'atteinte de résultats en matière d'augmentation de la productivité agricole. Il s'agira d'ailleurs de s'assurer que les principes de gouvernance soient correctement appliqués au sein des structures ayant une activité commerciale (AGR/PMER, GIE ou encore coopérative abritant une UV).

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Renforcement des capacités en 2020</b>  Suivre et accompagner l'ONCA dans son programme de renforcement des capacités des OPA en 2020 afin de combler les insuffisances constatées.	UGP	02/2020

**Qualité de la participation des bénéficiaires**

**Note: 4**

**Notation précédente: 5**

#### Justification de la note

La note de qualité de la participation des bénéficiaires est révisée à la baisse : elle est jugée « moyennement satisfaisante ». L'avis des bénéficiaires est parfois recherché et reflété dans la planification des activités du projet. Lors des visites sur site, il est apparu que, dans certains cas, les modalités d'exploitation et de maintenance des infrastructures (irrigation, unité de valorisation, infrastructures pastorales) ne semblent pas complètement claires aux bénéficiaires.

Le système de suivi-évaluation du projet ne prévoit pas de méthodes participatives. La contribution des bénéficiaires (en espèces ou en nature) atteint moins de 80% du montant envisagé à la phase finale de la conception du projet. Des mesures appropriées ont été prises pour résoudre ce problème.

#### Principaux problèmes

Bien que les bénéficiaires rencontrés lors de la mission semblent bien informés sur les objectifs et les modalités de mise en œuvre du projet, les aspects concernant la gestion des infrastructures sont moins clairs. Par exemple, les membres des coopératives agricoles qui sont regroupées dans le GIE de valorisation des amandes comptent en général sur ce débouché pour écouler leur production. Or la capacité de l'unité de concassage, une fois fonctionnelle, ne permettra d'absorber qu'une faible partie de la production attendue. Il est donc nécessaire d'anticiper ces aspects organisationnels pour que les producteurs membres des coopératives soient associés aux décisions et soient informés des options de canaux de commercialisation. Un autre exemple concerne la gestion des infrastructures pastorales : elles nécessitent la création d'associations au niveau local. Si le processus d'enregistrement peut être réalisé en peu de temps, les membres de ces associations doivent être sensibilisés et associés aux décisions qui les concernent sur le moyen et long terme.

Le projet a rencontré des difficultés de mobilisation des bénéficiaires, comme mentionné par la DPA et par les bénéficiaires eux-mêmes. L'enclavement, l'éparpillement de l'habitat rural dans certaines localités et les distances parfois longues pour les formations font partie des contraintes à la mobilisation des bénéficiaires.

Le projet a aussi été confronté à des difficultés pour identifier des volontaires pour les formations à la MFR. Le programme de formation en alternance s'étend sur plusieurs mois et requière un engagement important des participants. Les perspectives d'emplois après formation doivent être mises en évidence et démontrées pour encourager les volontaires. Il est essentiel de mettre en relation les techniciens déjà formés et les clients potentiels, c'est-à-dire les membres des coopératives de production. Les expériences réussies existent (notamment la PMER de femmes) et restent à valoriser par le biais de visites croisées afin de démontrer les avantages concrets de telles formations en termes d'emploi et de revenu.

Globalement, le projet a acquis des expériences positives en termes de processus participatifs mais il reste à les documenter et les diffuser. Les mécanismes de circulation de l'information, de concertations, de participation aux décisions pourront aussi être améliorés dans les prochains projets, dont PRODER, dans la province de Taza. Ils permettent de réduire les risques de récupération des avantages apportés par le projet par les notables locaux.

Ces mécanismes participatifs assurent que les personnes et ménages vulnérables ont l'occasion d'exprimer leurs opinions et que ces opinions soient prises en compte dans les décisions qui les concernent. Ce processus est consommateur de temps et requière la présence du personnel de terrain auprès des populations les plus vulnérables. Les projets tels que PDFAZMT et PRODER à Taza sont bien positionnés pour jouer ce rôle et améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables ou marginalisées et renforcer leur rôle dans leur cercle social immédiat.

**Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La notation précédente est maintenue et l'adaptabilité des prestataires de services est jugée « moyennement satisfaisante ». La qualité des services fournis à la DPA (Assistance technique) s'est significativement améliorée avec la mobilisation de la nouvelle équipe d'assistance technique en Juillet 2019. La gestion du projet est mieux coordonnée et la phase finale du projet en cours de planification.

En ce qui concerne les services fournis aux bénéficiaires, les retards d'exécution des travaux de piste et les défaillances d'un prestataire de travaux de plantation sont en cours de résolution. Les bénéficiaires rencontrés ont généralement émis des avis positifs sur les prestataires de service. Le projet ne dispose pas d'un système de suivi des performances des prestataires.

### Principaux problèmes

Des retards importants ont été accumulés sur les travaux de réhabilitation des pistes, de revêtement des canaux, de plantations et de construction des UV. Ces travaux se poursuivront en 2020. Le suivi rigoureux des contrats de prestations devra être assuré par l'UGP jusqu'à la date d'achèvement puis par les services de la DPA.

La DPA et le bureau d'étude d'assistance technique devront se concerter pour que les prestations soient gérées de manière rigoureuse dans le cadre du contrat actuel. Il est estimé qu'il restera environ 12 homme-mois dans ce contrat à l'achèvement. Ces quantités de prestations peuvent être mobilisées (pour apporter un appui aux UV par exemple) sans engendrer de coût supplémentaire pour le projet.

Le bureau d'études d'assistance technique doit répondre aux exigences en termes de préparation des rapports d'avancement et respecter le calendrier en la matière comme stipulé dans l'accord de financement. Pour cela l'UGP doit veiller à ce que l'ensemble des prestataires de service et de travaux qui interviennent dans le projet se conforment aux exigences en termes de rapport et respectent les délais prévus.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Soutien des UV par l'AT de l'UGP</b>  Amender le marché de l'assistance technique pour mobiliser un ou deux spécialistes en valorisation des produits agricoles	UGP/PS AT	12/2019
<b>Rapports d'avancement</b>  Assurer la conformité aux exigences stipulées dans l'accord de financement en matière de rapportage	DPA/UGP	

**Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note: 5**

**Notation précédente: 5**

### Justification de la note

La note précédente est maintenue, elle est jugée « Satisfaisante ». Globalement les interventions du projet ont contribué une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles en montagne, dans la zone cible du projet. En l'absence de plan de gestion environnementale à l'étape de conception, les normes et réglementations nationales ont été appliquées, notamment dans la réalisation des travaux de réhabilitation des pistes. Pour la création des unités de valorisation des produits agricoles, les OP porteuses de projet ont financé elles-mêmes les études d'impact. Le projet n'a pas eu d'impact négatif sur l'environnement.

### Principaux problèmes

La diversification des productions agricoles encouragée par le projet réduit la dépendance aux ressources naturelles. Les interventions de réhabilitation des canaux d'irrigation ont pour effet direct de réduire les pertes dans le réseau de distribution et donc d'augmenter l'efficacité des systèmes de PMH. Les ressources en eau sont donc gérées de manière plus durable. Le projet n'a pas introduit de technologie d'économie d'eau à la parcelle pour maximiser les bénéfices en termes de gestion raisonnée des ressources. Dans certains cas, les forages individuels subventionnés par le PMV entraînent une compétition sur les ressources en eau avec les AUEA. La DPA dans le cadre du partenariat avec l'ONCA devra apporter un appui institutionnel aux AUEA afin qu'elles puissent s'organiser pour faire valoir leurs droits et conserver l'accès aux ressources telles que prévues dans les études de faisabilité.

Les terres en montagne sont sensibles aux phénomènes d'érosion. Les plantations arboricoles ont un effet direct positif car elles préservent mieux les sols que les cultures de céréales. Les pratiques de conservation des eaux et des sols ont été intégrées dans ces plantations mais elles devront être entretenues par les membres des coopératives.

Les pratiques d'exploitation des parcours est en pleine transition et les infrastructures pastorales qui ont été installées visent à accompagner cette transition. La création d'un magasin de stockage d'aliments du bétail dans les zones enclavées de montagne (Bouiblanc) n'a pas fait l'objet d'un consensus et ne verra probablement pas le jour dans le cadre du projet. Cette intervention semble cependant valide car elle répond à un besoin des éleveurs eux-mêmes et contribuerait à alléger la charge sur les parcours en moyenne montagne.

Globalement les effets du projet sur l'environnement sont positifs mais les bénéfices sur le moyen et long terme

dépendront de la capacité de mobilisation des Organisations de Producteurs, que ce soit le groupement d'éleveurs (potentiellement soutenu par l'ANOC), les AUEA et les coopératives de production. C'est dans cette perspective que le partenariat avec l'ONCA pour assurer la formation et l'accompagnement des OP prend toute son importance.

## Stratégie de retrait

Note: 4

Notation précédente: 3

### Justification de la note

Cette notation est révisée à la hausse et elle est jugée « moyennement satisfaisante ». A ce stade ultime du projet, la stratégie de retrait doit se traduire par un plan détaillé pour la prise en charge des interventions du projet. Chaque élément doit faire l'objet d'un accord formel, discuté et endossé par les partenaires qui seront en charge d'assurer la durabilité des actions engagées par le projet. En date de fin Octobre 2019, ce plan détaillé de retrait à l'échelle du projet tout entier n'a pas encore été élaboré. Alors que certains volets de ce plan ont été élaborés, l'adhésion formelle des acteurs du projet n'a pas encore été obtenue.

### Principaux problèmes

La stratégie de désengagement du projet n'a pas été élaborée mais à ce stade du projet, c'est un plan détaillé de désengagement qui est nécessaire et urgent.

Des éléments précis ont été communiqués par l'UGP au cours de la mission. La stratégie de sortie repose sur quatre principes clés : (i) la gestion axée sur les résultats implique la pérennité des résultats des différents acteurs ; (ii) la conception et le cadrage théorique servent de base à la feuille de route de désengagement (iii) transfert de compétences de gestion aux partenaires locaux afin d'assurer la période de désengagement du projet (iv) partenaires flexibles et réalistes prennent en charge les interventions et résultats du projet. Cette stratégie n'est pas décrite dans un document structuré qui permettrait de vérifier l'exécution du plan de désengagement en question.

Les éléments de ce plan doivent décrire les rôles et responsabilités ainsi que les moyens humains et financiers qui seront mobilisés par les différents acteurs du projet pour assurer la durabilité des interventions. Les éventuelles modalités de transfert doivent faire l'objet de conventions formelles endossées par les acteurs impliqués. Dans la plupart des cas, la durée de ces conventions dépassera la date d'achèvement du projet.

Les éléments clés du plan de désengagement discutés pendant la mission sont les suivants :

**Filières végétales :** L'UGP a identifié l'accompagnement des OP en charge de la gestion et de l'exploitation des périmètres comme un facteur clé de pérennité. Le plan de sortie comprend une étape de diagnostic qui couvre : (i) l'évaluation participative de l'état des plantations, (ii) un accord consensuel sur les travaux correctifs ou de consolidation à entreprendre (iii) accord sur le mode de gestion et l'appui-conseil nécessaire pour l'après-projet. Le plan de sortie inclue aussi un plan d'entretien qui doit définir les modalités individuelles ou collectives d'entretien. La mise en relation avec les PMER et l'intégration des compétences techniques au sein des coopératives sont à privilégier. Sensibilisation des usagers sur leurs rôles et responsabilités pour garantir la réussite du projet, y compris un processus de décision participatif sur les débouchés commerciaux.

**Filières animales :** La stratégie repose sur deux axes : (i) rattachement du groupement au berceau de la race afin qu'elle bénéficie ensuite du soutien de l'ANOC (ii) création d'associations d'éleveurs au niveau des communes rurales afin que ces associations prennent en charge l'exploitation et l'entretien des infrastructures pastorales : points d'eau, abris anti-neige. Des partenariats avec l'INDH sont aussi évoqués pour la mise en valeur de la laine de tonte par les éleveurs et les jeunes éleveurs / fils et filles d'éleveurs.

**Pour la filière apicole :** regroupement des OP de premier ordre en OP de second ordre pour faciliter l'accès à la technologie de valorisation des produits de la ruche, aux marchés et à l'information. L'UGP envisage de développer un plan d'action filière miel par GIE. Cette stratégie semble ambitieuse par rapport aux moyens de soutien et au regard du temps restant pour la mettre en place.

**Unités de valorisation :** le plan de retrait comprend : (i) l'élaboration des plans d'affaires pour les 5 premières années d'opération, décrivant les modalités de gestion, la trésorerie, les flux de produits, les moyens matériels et humains, etc. (ii) l'accompagnement technique et organisationnel (iii) l'appui pour la commercialisation et la certification des produits.

**Infrastructure rurales :** les réseaux d'eau potable seront gérés par les communes rurales. Deux conventions de gestion/exploitation d'AEP sont signées entre la DPA et les CR et deux autres restent à finaliser. Les pistes seront gérées par les communes.

Les interventions en PMH seront gérées, exploitées et entretenues par les AUEA dans le cadre de leur mandat institutionnel. Des actions d'accompagnement et de soutien seront à fournir par les services concernés pour renforcer la capacité des AUEA en gestion interne, gouvernance et traiter les questions liées à l'accès aux ressources en eau.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Plan de désengagement</b>  Finaliser le plan d'action de désengagement et soumettre au FIDA pour avis	DPA / UGP	12/2019
<b>Durabilité des interventions</b>  Etendre les conventions avec les partenaires du projet au-delà de la date d'achèvement du projet	DPA / partenaires	01/2020

**Potentiel de reproduction à plus grande échelle**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La note précédente est maintenue. Le potentiel de reproduction à grande échelle est jugée « moyennement satisfaisant » pour certains aspects du projet. La DPA et l'ADA ont montré un intérêt particulier pour les initiatives du projet notamment en termes de création de services techniques relatifs à l'arboriculture fruitière, qui constitue un modèle d'entrepreneuriat rural des femmes et des jeunes en particulier. Le potentiel de mise à l'échelle pourra être réalisé via le PRODER qui sera mis en œuvre dans la province de Taza à partir de 2020.

#### **Principaux problèmes**

En ligne avec les conclusions de la mission précédente : Les réalisations du projet qui présentent un potentiel de mise à l'échelle sont : (i) le modèle de partenariat développé avec la MFR qui a assuré une méthodologie de formation-accompagnement bien adaptée aux besoins et capacités des jeunes ruraux ; (ii) le programme d'alphabétisation fonctionnelle basé sur l'acquisition de compétences de base et professionnelles en utilisant des outils pédagogiques riches et innovants ; (iii) les points d'eau pour l'abreuvement du cheptel qui ont enregistré un impact fort et immédiat et une grande satisfaction de la population; et (iv) les PMER spécialisées dans les services relatifs à l'arboriculture fruitière qui constituent un modèle d'entrepreneuriat réussi.

Les leçons du PDFAZMT qui ont été intégrées dans la conception du PRODER-Taza sont : (i) les difficultés rencontrées dans le développement des unités de valorisation des produits agricoles et la faiblesse des partenariats et des investissements privés en amont et en aval des filières (ii) les difficultés rencontrées dans la gestion du projet dues à l'instabilité des l'assistance technique (iii) les contraintes de durabilité des actions de conservation des eaux et des sols et leur appropriation par les populations rurales.

#### **c. Gestion du projet**

**Qualité de la gestion du projet**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

La note précédente a été révisée à la hausse. La qualité de gestion du projet s'est nettement améliorée et elle est maintenant jugée « Plutôt satisfaisante ». Malgré les difficultés et retards accumulés suite à l'absence d'assistance technique au sein de l'UGP jusqu'en Juillet 2019, la Direction du projet a pris des mesures pour faire face aux problèmes d'exécution.

Le Comité de pilotage ne s'est pas réuni récemment et il nécessaire d'encourager son implication dans la phase finale du projet en particulier pour piloter le plan de désengagement. Le comité de pilotage devra traiter en priorité le cas des contrats de travaux dont la durée d'exécution dépassera la date limite d'éligibilité des dépenses couvertes par le budget du FIDA dans le cadre du projet.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Performance du projet</b>  Dresser un tableau de bord des actions restants à faire	UGP	12/2019
<b>Pilotage du projet</b>  Provoquer la réunion du Comité de Pilotage afin de statuer sur l'engagement de l'administration sur les activités post projet	DPA	12/2019
<b>Paiement des contrats après clôture du projet</b>  Assurer l'engagement financier de l'état pour le paiement des contrats après la date de clôture du projet	ADA/Ministère des finances	12/2019

#### **Gestion des savoirs**

**Note: 3**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

La note précédente est maintenue. La gestion des savoirs est notée « Plutôt insatisfaisant ». A ce stade avancé, le projet ne dispose pas d'un plan ou d'une stratégie adéquate de gestion des savoirs. Il n'y a pas de Les systèmes d'apprentissage du projet sont inadaptés et peu d'activités sont planifiées en matière de gestion des savoirs. Aucun budget n'est alloué à la gestion des savoirs. L'expérience tirée du projet n'est que peu analysée et consignée, et rien ne prouve que les enseignements soient mis en pratique. Les systèmes d'apprentissage sont inadaptés et l'expérience tirée du projet n'est consignée et partagée que de manière rudimentaire.

Le projet a prévu de réaliser un film institutionnel en 2020 pour documenter et diffusion les enseignements du projet.

#### **Utilisation optimale des ressources**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

La notation de la mission précédente est maintenue. Elle a été jugée plutôt satisfaisante. La mission précédente avait noté des disparités et écarts importants entre les couts unitaires initiaux (surestimés) par rapport aux couts réels du marché au moment de la mise en œuvre.

A cette étape du projet, il est généralement requis et possible de réaliser des calculs de ratio bénéfices / couts pour les activités principales et leur produits. Ce n'est pas le cas de ce projet pour lequel les données économiques des activités n'ont pas été collectées et consolidées.

Les enquêtes sur les 200 ménages qui sont en cours fourniront les données nécessaires à ce type d'évaluation. Dans un second temps, la mission de preparation du rapport d'achèvement (PCR) inclue une évaluation a posteriori des effets et impacts du projet par une analyse économiques et financiers du projet (EFA).

#### **Cohérence entre le PTBA et les activités menées**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

La notation est révisée à la hausse et elle est notée « plutôt satisfaisante ». Comme anticipé par la mission précédente, l'exécution du PTBA 2020 s'est améliorée en seconde partie d'exercice. Les contraintes liées à la délégation des crédits a continué d'affecter la mise en œuvre du projet entre Mai et Novembre. L'ADA a informé la mission d'un déblocage de crédits supplémentaires (11,45 millions MAD) en Nov. 2019. Ces crédits permettront d'exécuter une partie des contrats en suspens, dont les travaux de PMH (9 millions MAD) et la construction de batiments techniques (Unités de valorisation) pour un montant de 2,45 millions MAD.

L'examen d'avancement de l'exécution du PTBA 2019 a montré qu'environ 70% des activités envisagés dans le PTBA ont été exécutées. Globalement les activités prévues ont été réalisées à part les activités dépendant des crédits supplémentaires pour 2019.

#### **Évaluation du PTBA**

A fin Octobre 2019, le PTBA 2019 a été exécuté à 70% des réalisations physiques prévue. Sous réserve de mise à disposition des fonds supplémentaires pour cet exercice, les activités en suspens pourraient être mises en œuvre fin



2019 ou début 2020. En particulier la réhabilitation de canaux d'irrigation (segua) et la construction des Unités de Valorisation ont été inscrites au plan annuel mais n'ont pas pu être réalisées faute de crédit.

Le budget annuel a été exécuté à hauteur de 54% d'après les informations fournies par l'UGP en date de fin Octobre 2019.

#### Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 2

#### Justification de la note

Des progrès significatifs ont été réalisés et le système de S&E est en cours de consolidation. Il est maintenant jugé « Plutôt satisfaisant ». Le système de S&E mis à jour en Mai 2019 comporte encore des lacunes dans les données de référence la portée du projet (jeunes) et les cibles et ne rend compte que des produits et des activités.

Depuis Juillet 2019, l'UGP avec l'appui de la nouvelle Assistance technique utilise les informations issues du système de S&E à des fins de planification. Pour parer aux manquements du système S&E, l'UGP a pris la décision de consolider la base de données des bénéficiaires et de lancer des enquêtes pour mesurer les effets du projet. Les résultats seront disponibles fin décembre 2019.

#### Évaluation du système de suivi-évaluation

Le système de S/E doit informer le projet sur les priorités de ciblage pour 2020, en mettant l'accent sur l'appui aux femmes, aux jeunes, aux ménages pauvres.

Le système de suivi et évaluation ne permet pas de couvrir les aspects environnementaux, sociaux et climatiques.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Base de données des bénéficiaires</b>  Finalisation de la liste définitive des bénéficiaires : Confirmer le nombre de bénéficiaires avec désagrégation des données par âge, sexe et si possible niveau de pauvreté des individus soutenus par le projet	UGP, S/E	12/2019
<b>Etude des produits et des effets</b>  Enquêtes à mener en Novembre et rapport à soumettre au FIDA pour avis	UGP, S/E	12/2019

#### Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

La notation précédente est maintenue : elle est jugée « plutôt satisfaisante ». Le PDFAZMT a été conçu en 2010 avant l'entrée en vigueur des exigences des PESEC en 2014. Le projet avait été classé dans la catégorie B des projets d'entraînant pas d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale (Rapport de conception finale, annexe 7: note d'évaluation environnementale et sociale, 2010). Les mesures initialement prévues pour atténuer les effets négatifs et maximiser les effets positifs du projet ont été globalement suivies. La mission n'a noté aucune réclamation pendant les visites de terrain et l'échange avec la population.

#### Évaluation des PESEC

Le projet ne dispose pas d'un plan de gestion environnementale et sociale en tant que tel. Toutefois les dispositifs réglementaires nationaux s'appliquent en particulier en ce qui concerne les interventions les plus sensibles telles que les infrastructures rurales et les unités de valorisation.

Dans le cadre du Plan Maroc Vert, les unités de valorisation doivent faire l'objet d'une étude d'impacts environnementaux et sociaux. Le financement de telles études est à la charge des porteurs de projet. La mission a pu vérifier sur l'échantillon analysé que de telles études avaient bien été réalisées, notamment dans le cas de la coopérative Chajara Moubaraka pour la mise en place d'une unité moyenne de conserve d'olives de table.

A l'étape de conception du projet, des actions pour le traitement des margines avaient été prévues. Le financement de 24

bassins de stockage des margines n'a pas été exécuté suite à la réduction des interventions dans l'aval de la filière olive. Les sensibilisations sur les impacts environnementaux des petites unités traditionnelles de trituration des olives ont été réalisées.

Dans sa phase finale, le projet et ses partenaires doivent veiller à la conformité aux exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Risques sociaux, environnementaux et climatiques</b>  Assurer la conformité aux exigences du SECAP (procédure d'évaluation des risques sociaux, environnementaux et climatiques PESEC)	UGP	12/2019

#### d. Gestion et exécution financière

**Taux de décaissement acceptable**

**Note: 2**

**Notation précédente: 2**

##### Justification de la note

Automated rating based on IFAD disbursement data

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Améliorer les délais et la fréquence de soumission des DRFs au FIDA</b>  Accélérer les délais de traitement et de soumission des DRF par l'ADA et par la direction du budget. Soumettre les DRF au FIDA sur une base trimestrielle conformément au manuel des décaissements du FIDA et la lettre à l'emprunteur. Informé systématiquement la DPA de chaque soumission de DRF au FIDA, de la date et du montant décaissé par le FIDA.	DPA / ADA/ Direction du budget	11/2018
<b>Réaffecter les fonds par composante pour tenir compte de la réallocation des fonds par catégorie.</b>  Les responsables financiers de la DPA doivent procéder à la réaffectation des fonds par composante afin de tenir compte de la réallocation approuvée par le FIDA et maintenir des taux acceptables d'utilisation des fonds	DPA Taza	05/2019

#### Aspects fiduciaires

**Qualité de la gestion financière**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### Justification de la note

Le suivi financier est effectué par le personnel affecté par l'AT et les cadres de la DPA. Toutefois, suite à l'achèvement du contrat de l'AT, avec le bureau d'études CID, le 15/02/2019, le suivi financier est assuré actuellement par les cadres de la DPA, en attendant l'entrée en vigueur du nouveau contrat d'AT conclu avec un autre bureau d'études. Par ailleurs, la mission note que la plupart des recommandations formulées au cours des dernières missions de supervision n'ont pas été mises en œuvre par la DPA. Compte tenu de ce qui précède, du retard d'exécution, et des retards de finalisation du tableau de concordance, de l'absence d'un système comptable informatisé, la gestion financière est jugée moyennement satisfaisante.

##### Principaux problèmes

Budgétisation. Le PTBA 2019 s'élève à 27.103 MDH et porte exclusivement sur la composante 1 "Appui au développement des filières agricole". Il a été soumis au FIDA en décembre 2018 et approuvé par le FIDA le 17 janvier 2019. Comme il a été précédemment mentionné, il n'y a pas eu d'engagements et de paiements en 2019. Par ailleurs, le PTBA n'est pas présenté sous forme de tableau par composante, sous-composante et source de financement, ni par catégorie de financement. Ceci ne facilite pas le suivi des réalisations par rapport aux prévisions prévues dans le PTBA.



La Mission réitère sa recommandation des dernières missions de supervision de synthétiser le PTBA de chaque année sous-forme d'un tableau.

Le système de contrôle interne. Le système de contrôle interne de la DPA garantit la séparation des fonctions grâce à plusieurs niveaux indépendants de contrôle et de validation depuis l'émission du besoin jusqu'au paiement du bénéficiaire en passant par l'attribution du marché.

Système comptable. Compte tenu du fait que le système GID ne permet pas d'établir des rapports financiers portant sur les engagements et les paiements par catégorie, composante, sous-composante et par source de financement, et le Programme ne dispose pas d'un logiciel comptable pour arrêter ces rapports. Le suivi financier du Programme est effectué sur Excel par le responsable du SE. Cependant et afin de réduire les risques d'erreurs, un recoupement des tableaux Excel avec les états du GID est effectué régulièrement par le responsable du SE.

Décaissement et flux de fonds. Les flux de fonds sur les ressources du Prêt et du don sont effectués selon la procédure de remboursement des dépenses préfinancées. Les paiements sur le prêt et le don obéissent aux mêmes règles de contrôle des paiements sur le budget de la DPA, qui présentent plusieurs niveaux de contrôle et qui sont jugées acceptables par le FIDA.

Les engagements cumulés au 30 avril 2019 s'élèvent à 306.615 MDH (32.295 MUSD), dont 158.116 MDH (16.7654 MUSD) sont financés sur le prêt, soit 74% du prêt.

Les paiements cumulés au 30/04/2019, s'élèvent à 203.190 MDH (21.401 MUSD), soit 61% du coût initial du projet. Ils sont financés à raison de 122.970 MDH (12.949 MUSD) sur le prêt, 4.345 MDH sur le don, 25.113 MDH sur le budget de l'Etat, 43.762 MDH sur le FDR et 7.000 MDH par les bénéficiaires. La Mission rappelle que seuls les marchés exécutés et réceptionnés avant la date d'achèvement du Programme, fixée au 30 juin 2019, sont éligibles au financement sur le prêt.

La mission relève que le solde non encore réglé du contrat de CID s'élève, au 30/04/2019, à 7.127 MDH, soit 25% du contrat. De ce montant, il convient de déduire les prestations effectuées par le CID et non encore facturées afin de procéder au désengagement du solde qui ne sera pas utilisé sur ce marché. La mission constate que la situation financière portant sur le reliquat de ce marché n'est pas encore arrêtée. La mission recommande de veiller à assainir la situation de ce contrat dans les meilleurs délais, en respectant les clauses contractuelles et la réglementation en vigueur.

La revue de 17 demandes de paiements sur le prêt des DRF n° 19 et 20, totalisant 5.066 MDH (56% du total de ces DRF), a révélé les principales faiblesses suivantes (i) des retards importants au niveau de l'exécution des marchés et (ii) de longs délais entre la date d'ouverture des plis et celle de l'ordre de service pour le démarrage des travaux.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Ventilation correcte des dépenses selon l'instrument de financement</b>  Affecter les engagements sur le don non encore payés sur le prêt ou bien sur le budget de l'Etat, puisque les fonds du don ont été totalement décaissés.	DPA Taza	05/2019
<b>Améliorer la préparation du PTBA et le suivi de la mise en place et des réalisations</b>  Synthétiser le PTBA de chaque année sous-forme d'un tableau par composante, sous-composante et catégorie et source de financement. Assurer un suivi régulier de l'avancement de l'exécution budgétaire des PTBA et dégager les écarts par rapport aux prévisions et les expliquer.	DPA Taza	05/2019
<b>Clarifier la situation définitive des engagements avec le prestataire CID</b>  Arrêter d'un commun accord avec le bureau CID la situation financière définitive de ce contrat et procéder au désengagement du solde qui ne sera pas utilisé.	DPA Taza/CID	06/2019

**Qualité et ponctualité des audits**

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Audit report received on time. Quality is satisfactory.

## Principaux problèmes

Audit report was received on time, the quality is satisfactory. As the audit was delivered by the IGF, it covered a larger scope than the financial statements including the quality of delivery of the implementation agency and the potential issues related.

### Fonds de contrepartie

Note: 3

Notation précédente: 3

#### Justification de la note

es fonds sont disponibles et leur utilisation pour financer les activités ne pose pas de problème, en général. Cependant, des retards importants au niveau de la finalisation du tableau de concordance entre les nouvelles et les anciennes lignes budgétaires, ce qui a engendré un retard d'octroi du visa des reports par le trésorier. Ceci s'est traduit par l'absence d'engagements et de paiements au cours des quatre premiers mois de 2019, aussi bien sur les fonds de contrepartie que les fonds du prêt, puisque le programme adopte la méthode de remboursement comme méthode de décaissement. .

## Principaux problèmes

Les fonds de contrepartie portent sur le paiement des taxes et une quote-part des frais de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du Programme, supportés par la DPA tel que la mise à disposition des locaux, la prise en charge des salaires du personnel affecté au programme, les frais d'entretien des véhicules, le carburant, les frais de déplacement, ainsi que sur la contribution du FDR. L'ensemble de cette contribution représente 40% des prévisions initiales. Cependant, les frais de fonctionnement ne sont pas estimés et par conséquent ne sont intégrés dans les tableaux financiers du programme.

Les paiements sur les fonds de contrepartie s'élèvent au 30 avril 2019 à 68.875 MDH (Budget de l'Etat : 25.113 MDH et FDR : 43.762 MUSD), soit 7.254 MUSD contre 44.031 MDH, soit 4.636 MUSD 30 septembre 2018.

Les crédits en paiements budgétisés en 2019 pour le projet s'élèvent à 81.532 MDH (Reports : 67.738 MDH et crédits alloués en 2019 en CP : 13.794 MDH) et les crédits alloués en 2019 en crédits d'engagements sont de 16.983 MDH.

Il est à noter que les activités financées par les bénéficiaires ont été estimées à 15 millions DH. La mission recommande de définir des critères clairs pour estimer cette contribution et de préparer un état détaillé par composante et par activité. Ces critères peuvent être identifiés selon les directives établies par le FIDA pour estimer les contributions en nature.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Accélérer la finalisation du tableau de concordance.</b>  Finaliser et maintenir actualisé le tableau de concordance des fonds de contrepartie	UGPP DPA TAZA	05/2019
<b>Etablir et suivre de manière régulière les contributions en nature du Gouvernement et des bénéficiaires</b>  Estimer les frais généraux supportés par les DPA et la contribution des bénéficiaires et les intégrer dans les états financiers du projet. Définir des critères clairs pour estimer la contribution des bénéficiaires et de préparer un état détaillé par composante et par activité.	UGPP DPA TAZA	07/2019

### Conformité avec les clauses des prêts

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

La DPA de Taza globalement respecté les obligations prévues dans les Accords de financement. Toutefois, les rapports financiers ne sont pas remis systématiquement au FIDA. Le respect des dispositions est jugé moyennement satisfaisant.

## Évaluation de la passation des marchés

### Passation des marchés

Note: 4

Notation précédente: 4

#### Justification de la note

La note précédente (4/6) est maintenue. La passation de marchés est jugée « modérément. satisfaisante ». Les processus, procédures et systèmes de gestion des processus des passations des marchés présentent certaines faiblesses. Un soutien à la mise en œuvre est nécessaire dont une partie a été fournie dans le cadre de cette mission de supervision. Cependant, une résolution rapide des problèmes / contraintes est probable avec la disponibilité des lignes de crédit.

### **Évaluation de la passation des marchés**

L'examen des activités et dossiers des passations des marchés a révélé ce qui suit:

#### **Planification Des Marchés**

Plan de Passation des Marchés (PPM): 94% des activités prévues ont été lancées et attribuées; Le PPM de 2019 comprenait 5 contrats: 2 contrats de service ont été signés (dont celui d'Assistance Technique de l'UGP) représentant 68% de la valeur des contrats prévus. La bonne performance dans l'accélération du processus d'achat est affectée négativement par l'échec de la mise à disposition des lignes de crédit nécessaire pour la signature des contrats; Ces retards font que le projet risque de ne pas être mis en œuvre efficacement.

Toujours au niveau du PPM, les dates prévisionnelles, les différentes étapes et les exigences de la revue du FIDA manquent.

#### **Processus et procédures de la préqualification à la soumission des offres**

La passation des marchés se fait conformément à la loi marocaine telle que stipulée dans la Lettre à l'Emprunteur (LLE). Toutefois, les règlements du FIDA sur les marchés publics ne sont pas pleinement respectés. Dans certains cas, le projet n'a pas sollicité la revue du FIDA tout au long du cycle pour les contrats qui sont sujet à l'examen préalable (exemple : Marché 23/2019 pour le revêtement des Seguias). De plus, l'étape de la préparation de la liste restreinte n'est pas appliquée contrairement à l'article 29 de la LLE.

#### **Processus et procédures d'évaluation et d'attribution de contrat**

Les procédures d'évaluation sont effectuées en conformité avec celles définies dans les DAO. Toutefois, l'examen a révélé l'absence de phase de négociation dans le cas des contrats de service. Comme mentionné précédemment, un grand nombre de contrats sont attribués mais ne sont pas signés faute de délégation de crédits. Cela ne peut pas être attribué à la gestion des passations des marchés qui ne peut pas être pénalisée pour le manque de disponibilité des fonds.

#### **Gestion et Administration des Contrats**

Un processus, des procédures et des systèmes rigoureux sont en place pour l'administration, la supervision et la gestion des contrats. Les formats de contrat sont cohérents avec les documents de soumission, toutefois le registre des contrats préparé par l'UGP n'est pas conforme au modèle fourni dans le cadre du LLE qui doit désormais être utilisé.

Le droit du FIDA de procéder à un audit du processus d'appel d'offres, l'attribution et l'exécution du contrat doit être mentionné dans le DAO et cela en conformité avec la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

L'UGP tient en ordre les registres des contrats. Toutefois, ce registre ne suit pas le modèle fourni par le FIDA dans l'LLE.

#### **Conservation des dossiers**

L'UGP tient les offres, les propositions, et tous les documents liés aux processus des passations des marchés en ordre et en toute sécurité. Toutefois, les dossiers ne contiennent pas de demande signée pour le lancement du processus de passation de marché.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Délégations de crédit</b> Suivre la délégations crédits d'engagement des marchés non signés	DPA	12/2019
<b>Modèle de Plan de Passation de Marché</b> Utiliser les nouveaux modèles du PPM et du Registre des Contrats fourni par la mission	UGP	12/2019
<b>Examen préalable</b> L'examen préalable par le FIDA doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur	UGP	12/2019
<b>Respect de la Réglementation FIDA</b> La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés doit être respectée en ce qui concerne les Contrats d'assistance techniques et appui Conseil ainsi que toute convention	UGP	12/2019
<b>Vérification du processus d'appel d'offre par le FIDA</b> Le droit du FIDA de vérifier le processus d'appel d'offres, l'attribution et l'exécution du contrat doit être mentionné dans la DAO	UGP	12/2019

#### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

##### Justification de la note

L'objectif de développement sera globalement atteint et plus de 70% des principaux objectifs matériels seront atteints. Certaines activités connaissent des retards d'exécution mettant en cause la réalisation de certains effets attendus. Dans cette dernière phase du projet, les mesures d'atténuation ne peuvent qu'être partiellement efficaces.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

##### Justification de la note

La mise en œuvre du projet s'est visiblement améliorée depuis Mai 2019. Le programme de travail et budget annuel de 2019 (PTBA) a été exécuté à hauteur de 70%, portant les réalisations physiques cumulées du projet à environ 90%. La gestion du projet s'est améliorée avec la mobilisation d'une nouvelle AT depuis Juillet 2019. A huit mois de l'achèvement du projet, la priorité est de compléter les actions en cours, de consolider les interventions physiques et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour en favoriser la durabilité. La capacité technique et organisationnelle des OP et des porteurs de projets est une condition essentielle de la durabilité des réalisations que ce soit les plantations arboricoles, les mesures de promotion des productions ovines et apicoles, les aménagements physiques (pistes, PMH, AEP) et surtout les unités de valorisation et AGR/PMER. Le projet a effectué 75% des formations techniques prévues.

#### F. Actions convenues

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Vue d'ensemble et avancement du projet</b>		

<b>Délégation des crédits</b>  Veiller à la délégation des crédits nécessaires à l'exécution du PTBA 2019 et le PTBA 2020	ADA	12/2019
<b>Performance du projet</b>  Dresser un tableau de bord des actions restants à faire	DPA/UGP	12/2019
<b>Préparation du PTBA 2020</b>  Finalisation du PTBA 2020 afin de contenir toutes les activités non réalisées et restant à programmer	DPA/UGP	12/2019
<b>Etude d'impact et rapport d'achèvement</b>  Finaliser les TDR pour l'étude d'impact et le rapport d'achèvement (PCR), soumettre pour avis et procéder à l'AO pour exécution en 2020	DPA/UGP	12/2019
<b>Portée du projet</b>  Activer l'enquête des indicateurs d'impact ainsi que son analyse	DPA/UGP	12/2019
<b>Mapping des interventions</b>  Lister les interventions du projet en matière d'installation de périmètre et de disponibilité d'accompagnement technique (Cf. AGR/PMER) pour mettre en adéquation les besoins et les ressources du projet	UGP	12/2019
<b>Cibler les interventions</b>  Etablir une liste des actions pour : - Mettre en relation les OP et les AGR/PMER - Internaliser des compétences techniques au sein des coopératives	UGP	12/2019
<b>Mise en relation OP/PMER et les autres organismes d'appui dans la zone (ex: DAS – INDH)</b>  Organiser des rencontres entre PMER et OP et des visites des PMER opérationnelles (Cf. PMER Femmes Tahla) Organisation de journées de démonstration	UGP	12/2019
<b>Durabilité du Groupement ANOC de Bouiblane</b>  Finaliser le processus de rattachement du groupement ANOC au berceau de la race Timahdite	DDFP/ADA	12/2019
<b>Gestion des infrastructures pastorales</b>  Créer au sein de chaque CR et parmi les transhumants des Associations de gestion et de maintenance des points d'eau et abris, conformément à la loi 113-13 du 27 Avril 2016 relative à la transhumance pastorale, à l'aménagement et à la gestion des espaces pastoraux et sylvopastoraux	UGP	12/2019

<b>Accompagnement de la filière apicole à l'aval</b>  Accélérer le processus de déblocage des crédits pour les 2 UV Prévoir un programme d'accompagnement technique et de gestion des UVs	DPA/ADA DPA/AT	12/2019
<b>Pistes</b>  Engager la réalisation d'une expertise géotechnique ponctuelle en vue de traiter le point noir d'éboulement et glissement du sol de la piste "El Kalâa" lot n°2 de la CR de Zrarda pour arrêter les dispositions constructives appropriées	DPA	12/2019
<b>Systèmes d'AEP</b>  La DPA doit veiller à l'opérationnalisation des conventions de transfert des système d'AEP par les 4 Communes concernées en tant de futurs gestionnaires par la prise en charge effective et des prestations d'entretien, de gestion et d'exploitation des systèmes AEP en vue d'assurer la pérennité et la durabilité des ouvrages transférés	DPA / CR et ONEE	12/2019
<b>Formations et accompagnement des OPA</b>  Préparer un plan de formation et d'accompagnement des OPA et sur la base de TDR révisé du DAO « Formation et encadrement des organisations professionnelles en matière de valorisation des olives, des amandes et du miel », coordonner avec l'ONCA pour sa mise en œuvre	ADA/ONCA et DPA/UGP	12/2019
<b>Professionalisation des porteurs de projet des 3 UV</b>  Réaliser les tâches inscrites dans les TDR révisés du DAO « formation et accompagnement des OP » Visite d'échange dans des entreprises similaires	DPA / ONCA	03/2020
<b>Professionalisation des OP</b>  Identifier les personnes ressource dans les OP et les former au sein des MFR Dotation en équipement	UGP	04/2020
<b>Paiement des contrats après clôture du projet</b>  Assurer l'engagement financier de l'état pour le paiement des contrats après la date de clôture du projet	ADA/Ministère des finances	
<b>Construction des 3 UV</b>  Donner la priorité à la finalisation / construction des unités	UGP / GIE OP	
<b>Durabilité des deux coopératives AGR/viandes rouges</b>  Former les bureaux des deux coopératives à la gestion internes des coopératives	DPA/AT	
<b>Efficacité en matière de développement</b>		

<b>Consolider le cadre logique</b>  Consolider le cadre logique. Vérifier et analyser les cibles et les informations relatives à la portée du projet et au ciblage des femmes, des jeunes et des pauvres pour modéliser l'état à l'achèvement dans le cadre logique	UGP, S/E	12/2019
<b>Portée : Maximiser la portée du projet en 2020</b>  Inclure un plan d'action spécifique dans le PTBA 2020 pour atteindre plus de 95% de l'objectif initial de portée du projet en 2020	DPA/UGP	12/2019
<b>Action de renforcement des capacités des femmes et des jeunes</b>  Préparer avec l'ONCA un plan de formation en implication davantage de l'animateur	DPA/ONCA	12/2019
<b>Ciblage des femmes, jeunes et ménages pauvres</b>  Cibler en priorité les femmes, les jeunes et les ménages les plus pauvres en 2020	DPA/UGP	
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		
<b>Soutien des UV par l'AT de l'UGP</b>  Amender le marché de l'assistance technique pour mobiliser un ou deux spécialistes en valorisation des produits agricoles	UGP/PS AT	12/2019
<b>Plan de désengagement</b>  Finaliser le plan d'action de désengagement et soumettre au FIDA pour avis	DPA / UGP	12/2019
<b>Durabilité des interventions</b>  Etendre les conventions avec les partenaires du projet au-delà de la date d'achèvement du projet	DPA / partenaires	01/2020
<b>Renforcement des capacités en 2020</b>  Suivre et accompagner l'ONCA dans son programme de renforcement des capacités des OPA en 2020 afin de combler les insuffisances constatées.	UGP	02/2020
<b>Rapports d'avancement</b>  Assurer la conformité aux exigences stipulées dans l'accord de financement en matière de rapportage	DPA/UGP	
<b>Gestion du projet</b>		
<b>Performance du projet</b>  Dresser un tableau de bord des actions restants à faire	UGP	12/2019
<b>Pilotage du projet</b>  Provoquer la réunion du Comité de Pilotage afin de statuer sur l'engagement de l'administration sur les activités post projet	DPA	12/2019

<b>Paiement des contrats après clôture du projet</b>  Assurer l'engagement financier de l'état pour le paiement des contrats après la date de clôture du projet	ADA/Ministère des finances	12/2019
<b>Base de données des bénéficiaires</b>  Finalisation de la liste définitive des bénéficiaires : Confirmer le nombre de bénéficiaires avec désagrégation des données par âge, sexe et si possible niveau de pauvreté des individus soutenus par le projet	UGP, S/E	12/2019
<b>Etude des produits et des effets</b>  Enquêtes à mener en Novembre et rapport à soumettre au FIDA pour avis	UGP, S/E	12/2019
<b>Risques sociaux, environnementaux et climatiques</b>  Assurer la conformité aux exigences du SECAP (procédure d'évaluation des risques sociaux, environnementaux et climatiques PESEC)	UGP	12/2019
<b>Gestion et exécution financière</b>		
<b>Améliorer les délais et la fréquence de soumission des DRFs au FIDA</b>  Accélérer les délais de traitement et de soumission des DRF par l'ADA et par la direction du budget. Soumettre les DRF au FIDA sur une base trimestrielle conformément au manuel des décaissements du FIDA et la lettre à l'emprunteur. Informé systématiquement la DPA de chaque soumission de DRF au FIDA, de la date et du montant décaissé par le FIDA.	DPA / ADA/ Direction du budget	11/2018
<b>Accélérer la finalisation du tableau de concordance.</b>  Finaliser et maintenir actualisé le tableau de concordance des fonds de contrepartie	UGPP DPA TAZA	05/2019
<b>Réaffecter les fonds par composante pour tenir compte de la réallocation des fonds par catégorie.</b>  Les responsables financiers de la DPA doivent procéder à la réaffectation des fonds par composante afin de tenir compte de la réallocation approuvée par le FIDA et maintenir des taux acceptables d'utilisation des fonds	DPA Taza	05/2019
<b>Ventilation correcte des dépenses selon l'instrument de financement</b>  Affecter les engagements sur le don non encore payés sur le prêt ou bien sur le budget de l'Etat, puisque les fonds du don ont été totalement décaissés.	DPA Taza	05/2019



<b>Améliorer la préparation du PTBA et le suivi de la mise en place et des réalisations</b>  Synthétiser le PTBA de chaque année sous-forme d'un tableau par composante, sous-composante et catégorie et source de financement. Assurer un suivi régulier de l'avancement de l'exécution budgétaire des PTBA et dégager les écarts par rapport aux prévisions et les expliquer.	DPA Taza	05/2019
<b>Clarifier la situation définitive des engagements avec le prestataire CID</b>  Arrêter d'un commun accord avec le bureau CID la situation financière définitive de ce contrat et procéder au désengagement du solde qui ne sera pas utilisé.	DPA Taza/CID	06/2019
<b>Etablir et suivre de manière régulière les contributions en nature du Gouvernement et des bénéficiaires</b>  Estimer les frais généraux supportés par les DPA et la contribution des bénéficiaires et les intégrer dans les états financiers du projet. Définir des critères clairs pour estimer la contribution des bénéficiaires et de préparer un état détaillé par composante et par activité.	UGPP DPA TAZA	07/2019
<b>Délégations de crédit</b>  Suivre la délégations crédits d'engagement des marchés non signés	DPA	12/2019
<b>Modèle de Plan de Passation de Marché</b>  Utiliser les nouveaux modèles du PPM et du Registre des Contrats fourni par la mission	UGP	12/2019
<b>Examen préalable</b>  L'examen préalable par le FIDA doit se faire en conformité avec les seuils établis au niveau de la lettre à l'emprunteur	UGP	12/2019
<b>Respect de la Réglementation FIDA</b>  La réglementation du FIDA en matière de passation des marchés doit être respectée en ce qui concerne les Contrats d'assistance techniques et appui Conseil ainsi que toute convention	UGP	12/2019
<b>Vérification du processus d'appel d'offre par le FIDA</b>  Le droit du FIDA de vérifier le processus d'appel d'offres, l'attribution et l'exécution du contrat doit être mentionné dans la DAO	UGP	12/2019

## Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province

### Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Portée</b> Portée du projet en termes de bénéficiaires	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages		24 000	48 000	1 620	32 112	66.9				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages		4 000	8 000	270	6 368	79.6				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Household survey	BL, MTR, PCR		
	Femmes			16 800	63	9 625	57.3				
	Hommes			31 200	595	19 157	61.4				
	Jeunes										
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			48 000	658	28 782	60				
<b>Objectif du projet</b> Contribuer, dans le cadre du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, associées à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.	Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens s'est amélioré							Enquête de base et d'impact finale	BL, PCR	UGP/DPA	
	Households										
	Réduction de la malnutrition infantile (enfants de moins de 5 ans)							Enquête de base SYGRI et d'impact final	BL et PCR	UGP/DPA	
	taille/âge des garçons										
	taille/âge des filles										
	poids/âge des garçons										
	poids/âge des filles										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif de développement</b> Diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables.	Augmentation du revenu moyen de l'exploitation agricole dans la zone du projet							Statistiques agricoles DRA		DPA/UGP	
	augmentation du revenu moyen			20							
	Pourcentage d'AGR et de PMER fonctionnelles à l'achèvement du Programme										
	AGR et PMER fonctionnelles			70							
<b>Effet direct</b> Effet 1. Les activités agricoles sont diversifiées grâce à la reconversion des superficies de céréales vers les filières aboricoles plus adaptées et rentables et la production des filières ciblées est valorisée pour permettre l'accès aux marchés rémunérateurs.	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés							Enquêtes et statistiques DPA	MTR, PCR		Les ressources humaines sont qualifiées pour la mise en oeuvre du projet.
				40							
	Membres des ménages										
	Ménages			3 200							
	Pourcentage d'agriculteurs ayant enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 50% et de 45% pour l'amandier							Rapport annuel et enquêtes bénéficiaires	annuel	UGP	
	producteurs d'olives et d'amande			50							
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés							Rapport d'activités		UGP/DPA	
	Nombre d'organisations de producteurs										
	Pourcentage d'organisations de producteurs										
	Femmes occupent des postes de direction										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre d'organisations de producteurs - culture										
	Nombre d'organisations de producteurs - élevage										
<b>Produit</b> Les plantations arboricoles existantes sont réhabilitées et intensifiées et les produits sont valorisées.	Nombre de produits labellisés pour les 3 filières olives, amandes et miel							rapports d'avancements	annuel	UGP	
	No produits labellisés		1	3							
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							Rapports d'activités	annuel		
	Installations de transformation construites ou remises en état			24	0	2	8.3				
	Installations de stockage construites ou remises en état			5	0	0	0				
	No de contrats de commercialisation établis avec des agrégateurs privés							Rapports d'activités	annuel	UGP	
	No de contrats de commercialisation										
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							Rapports d'activités	annuel		
	Hommes formés à la production végétale			900	0	468	52				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes formées à la production végétale			100	0	38	38				
	Hommes formés à la production animale			875	0	985	112.6				
	Femmes formées à la production animale			375	0	195	52				
	Personnes formées à la production végétale			1 000	0	506	50.6				
	Personnes formées à la production animale			1 250	0	1 180	94.4				
<b>Produit</b> Les filières viandes rouges et miel sont développées.	Augmentation de la production de viande et de miel							rapports d'activités	annuel	UGP	
	augmentation de la production viande			20							
	augmentation de la production miel			150							
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							Rapports d'activités	annuel	UGP	
	Organisations de producteurs ruraux soutenues			99	20	92	92.9				
	Tailles des organisations de producteurs			3 850	630	5 212	135.4				
	Hommes			2 540	567	4 738	186.5				
	Femmes			1 310	63	474	36.2				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes occupent des postes de direction			20	0	43	215				
<b>Produit</b> Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés.	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							Rapports d'activités	annuel	UGP	
	Superficie en hectares			1 800	25	2 197	122.1				
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés (Associations d'usager de l'eau) et membres des AUE							Rapports d'activités	annuels	UGP	
	No de groupes de gestion de l'infrastructures			36	0	36	100				
	Males			1 745	0	252	14.4				
	Females			5	0	0	0				
<b>Produit</b> Les pistes rurales et les réseaux d'aduction en eau potable (AEP) réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapports d'activités	annuel	UGP	
	Longueur des routes (km)		21	42	5	35	83.3				
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état et points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état							Rapports d'activités	annuel		
	réseaux d'eaux potables			24	0	4	16.7				
	points d'eau pour le bétail			24	0	36	150				
<b>Effet direct</b> Effet 2. La durabilité du développement agricole est garanti par des actions d'accompagnement transverse à caractère économique et social	2.2.1 Emplois nouveaux créés										
	Bénéficiaire du travail - hommes				14	101					
	Emplois nouveaux				14	119					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Bénéficiaire du travail - femmes				0	18					
	Bénéficiaire du travail - jeunes				14	119					
	Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes										
<b>Produit</b> 2.2. L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé à travers le soutien du PDFAZMT et des institutions de financement à la création et au développement de ces activités et entreprises.	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							Rapports d'activités	annuel		
	Femmes			350	0	52	14.9				
	Hommes			350	14	172	49.1				
	Jeunes										
	Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises			700	14	224	32				
<b>Produit</b> 2.3 La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement est renforcé.	Nombre de personnes formées dans le cadre du Programme d'alphabétisation fonctionnelle							Rapport d'avancement	annual	PMU	
	Males										
	Females										



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

Dates de mission: 28 octobre - 8 novembre 2019  
Date du document 06/01/2020  
Identifiant du projet 1100001525  
Numéro du rapport: 5258-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes







Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 28 octobre - 8 novembre 2019  
Date du document 06/01/2020  
Identifiant du projet 1100001525  
Numéro du rapport: 5258-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
<b>Composante</b>	<b>Composante I développement des filières</b>					<b>74%</b>			<b>96%</b>
Sous-Composante	Filière olive								
Résultats	Plan participatif de développement de la filière oléicole (PPDF)								
Activité	Etude participative du plan de développement de la filière oléicole (PPDF)		FF				1	1	100%
Résultat	Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession								
Activité		Appui à la mise en place et au renforcement des groupements (grpmt)	Grpmt				3	3	100%
Activité		Appui à la mise en place des coopératives oléicoles	Coop				4	4	100%
Activité		Appui à la mise en place de l'union des coopératives oléicoles	Union				1	1	100%
Activité		Formation sur la gestion des coopératives et associations	Session				9	3	33%
Résultat	Renforcement du maillon "production" de la filière								
Activité	Extension des plantations								
Produit		Visite par les agriculteurs des périmètres d'extension pilotes	Voyage				5	0	0%
Produit		Travaux de plantation d'olivier	Ha	1000	1000	100%	3080	3070	100%
Produit		Mise en place des structures antiérosives des oliveraies en bour,	Ha	1000	1000	100%	3080	3070	100%
Activité	Réhabilitation des oliveraies existantes								
Produit		Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...)	Ha	800	0	0%	1600	800	50%
Produit		Formation en techniques d'oléiculture et céréaliculture	Session				47	21	45%
Activité	Accompagnement et suivi de proximité								
Produit		Suivi des coopératives pour leur mise à niveau (AG, rapports moraux et financiers)	Session				9	3	33%
Produit		Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à la labellisation	Session				9	3	33%
Résultat	Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits								
Activité	Investissements physiques pour la création de PMER pilotes								

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Produit		Unité d'olive de table	Nombre	1	0,7	70%	1	0	0%
Produit		Unité de conserve traditionnelle d'olives de table pour les femmes	Nombre	1	0	0%	1	0	0%
Produit		Groupements de prestation de services (oléiculture)	unité				10	10	100%
Activité	Investissement et formation dans l'hygiène et la protection de l'environnement								
Produit		Formation des coopératives en oléotechnique, traçabilité et qualité	Session				9	4	44%
Produit		formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments	Session				9	4	44%
Produit		formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée et l'accès aux marchés	Session				9	4	44%
Produit		Organisation d'une journée "large public" sur les bienfaits de l'huile d'olive	PJ				3	1	33%
Résultat	Renforcement des capacités des services								
Activité	Formation du personnel des services								
Produit		Voyages d'étude	Voyages				6	0	0%
Résultat	PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation : F.O								
Activité	Etudes PMH								
Produit		Etudes techniques	Unité				1	1	100%
Produit		Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité				1	0	0%
Activité	Formation PMH								
Produit		Voyages d'études	Voyage				5	0	0%
Produit		Formation de techniciens	FF				1	0	0%
Produit		Formation des associations	AUEA				11	11	100%
Activité	Travaux PMH								
Produit		Construction d'ouvrages de dérivation	Unité				3	13	433%
Produit		Aménagement de sources	Unité				4	2	50%
Produit		Construction de bassins de stockage	Unité				6	6	100%
Produit		Revêtement de séguis	Km	1,4	1,4	100%	40	42	105%
Produit		Protection des berges	Unité				400	0	0%
Résultat	Pistes : F.O								
Activité		Etude de pistes (filière oléicole)	FF				1	1	100%
Activité		Travaux pistes	Km	5	5	100%	15	20	133%
Résultat	AEP : F.O								
Activité		Etude d'AEP (filière oléicole)	FF				1	1	100%
Activité		Captage de sources	Unité				3	3	100%

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumul é en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Activité		Réservoirs semi-enterrés	Unité				3	3	100%
Activité		Bornes fontaine	Unité				6	12	200%
Activité		Canalisations	Km				31	31	100%
Sous-Composante	Filière amandier								
Résultat		Etude participative du PPDF amandier	FF				1	1	100%
Résultat	Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession								
Activité		Appui à la mise en place des groupements ANARBOM	Grpmt				2	0	0%
Activité		Appui à la mise en place des coopératives d'amandier	Coop				2	4	200%
Activité		Appui à la mise en place de l'union des coopératives d'amandier	Union				1	1,5	150%
Activité		Organisation d'une journée 'large public' sur les bienfaits de l'huile d'amande	SESSIO N				3	0	0%
Activité		Organisation de manifestations professionnelles et inter professionnelles	Forfait				2	0	0%
Activité		Formation sur la gestion des coopératives et associations	Session				6	6	100%
Activité		Suivi des coopératives pour leur mise à niveau	Session				6	6	100%
Résultat	Renforcement du maillon de production des amandes								
Activité	Extension des plantations								
Produit		Visite des agriculteurs aux périmètres pilotes	Voyage				6	2	33%
Produit		Travaux d'installation d'amandier en bour,	Ha	1000	1000	100%	2600	2543	98%
Produit		Mise en place des structures antiérosives de l'amandier en bour,	Ha	1000	1000	100%	2600	2543	98%
Produit		Visite des périmètres pilotes de réhabilitation,	Voyage				6	0	0%
Activité	Formation des agriculteurs (trices) et jeunes ruraux								
Produit		Formation générale (technico-économique),	Session				4	0	0%
Produit		Formation sur la conduite technique de l'amandier et des céréales,	Session				9	6	67%
Produit		Voyage d'études,	Voyage				3	2	67%
Résultat	Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits								
Activité	Formation du personnel et des adhérents (es) des coopératives								
Produit		Formation sur la diversification des produits de l'amandier et la qualité (Amandes et huile d'amandes)	Session				1,5	2,5	167%
Produit		Formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments et des cosmétiques	Session				1,5	2,5	167%
Produit		Formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée l'accès aux marchés rémunérateurs	Session				1,5	2,5	167%

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Activité		Démonstrations des bonnes pratiques de réglage des machines en relation avec la qualité des produits	Session				4	0	0%
Activité		Accompagnement des coopératives (Qualité, étiquetage, et ensachage)	Session				9	0	0%
Activité		Investissements physiques pour la création de MPMER pilotes, Unité de concassage d'amandes	NBR	1	0,9	90%	1	0,9	90%
Résultat	PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation : F.A								
Activité	Etudes PMH								
Produit		Etudes techniques	Unité				1	1	100%
Produit		Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité				1	0	0%
Activité	Formation PMH								
Produit		Voyages d'étude	Voyage				9	0	0%
Produit		Formation des associations	AUEA				11	11	100%
Activité	Travaux PMH								
Produit		Construction d'ouvrages de dérivation	Unité				3	13	433%
Produit		Aménagement de sources	Unité				7	5	71%
Produit		Construction de bassins de stockage	Unité				6	6	100%
Produit		Revêtement de séguis	Km	10,6	0	0%	40	40	100%
Produit		Protection des berges	Unité				700	0	0%
Résultat	Pistes : F.A								
Activité		Etude de pistes filière amandier	FF				1	1	100%
Activité		Travaux pistes	Km	5	0,2	4%	15	15,9	106%
Résultat	AEP : F.A								
Activité		Etude AEP filière amandier	FF				1	1	100%
Activité		Captage de sources	Unité				4	4	100%
Activité		Réservoirs semi-enterrés	Unité				7	7	100%
Activité		Bornes fontaine	Unité				9	24	267%
Activité		Canalisations	Km				28	28	100%
Sous-Composante	Filière viande ovine et caprine								
Résultat		Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF				1	0,95	95%
Résultat	amélioration des infrastructures de base								
Activité		Création de points d'eau (Aménagement de sources + Citernes enterrées)	Unité				36	36	100%
Activité		Abris anti-neige	Unité	3	2	67%	6	6	100%

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Activité		Centre d'approvisionnement en aliments de bétail pour ANOC	Unité				4	0	0%
Activité		Achat de citernes tractées	Unité				5	5	100%
Résultat	Appui à la filière par l'agregateur								
Activité		Activités organisationnelles	Gpmt	1	1	100%	4	3,5	88%
Activité		Activités d'appui technique	Gpmt	1	1	100%	4	4	100%
Activité		Activités de formation	session	156	147	94%	1020	1011	99%
Résultat	Renforcement du disponible fourrager								
Activité		Renforcement du disponible fourrager par des plantations intercalaires	Ha				800	0	0%
Résultat	Formation								
Activité	Formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC								
Produit		Sessions de formation	Session				11	11	100%
Produit		Journées de démonstration	Journée				15	15	100%
Produit		Voyage d'étude	Voyage				3	3	100%
Résultat	PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation : F.VR								
Activité	Etudes								
Produit		Etudes techniques de PMH	Unité				1	1	100%
Produit		Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	FF				1	0	0%
Activité	Formation								
Produit		Voyages d'études	PS				1	0	0%
Produit		Formation des associations	AUEA				11	11	100%
Activité	Travaux								
Produit		Construction d'ouvrages de dérivation	Unité				7	10	143%
Produit		Aménagement de sources	Unité				1	0	0%
Produit		Construction de bassins de stockage	Unité				7	5	71%
Produit		Revêtement de séguias	KM	10,6	0	0%	40	36	90%
Produit		Protection des berges	Unité				600	0	0%
Résultat	Pistes : F.VR								
Activité		Etude de pistes	FF				1	1	100%
Activité		Travaux pistes	Km	2	2	100%	12	13	108%
Résultat	AEP : F.VR								
Activité		Etude AEP filière viandes rouges	FF				1	1	100%
Activité		Captage de sources	Unité				4	4	100%

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Activité		Réservoirs semi-enterrés	Unité				6	6	100%
Activité		Bornes fontaine	Unité				9	9	100%
Activité		Canalisations	Km				17	17	100%
Sous-Composante	Filière miel								
Résultat		Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF				1	1	100%
Résultat	Renforcement de l'organisation des apiculteurs								
Activité		Formation des membres des coopératives	Session				10	11	110%
Activité		Apprentissage	P.S				20	38	190%
Activité		Constitution des Unions en tant qu'agregateurs (GIE)	Forfait				3	3	100%
Activité		Equipement informatique	Unité				3	0	0%
Résultat	Renforcement du maillon "production" de la filière								
Activité		Acquisition de ruches peuplées, première	Ruche	625	910	146%	1200	2510	209%
Activité		Renforcement de la conduite sanitaire	Ruche				500	1820	364%
Activité		Formation des apiculteurs (trices): techniques de production	Session				15	8	53%
Activité		Formation des apiculteurs (trices): santé apicole	Session				15	8	53%
Activité		Formation des apiculteurs (trices): confection des ruches	Session				5	8	160%
Activité		Formation des apiculteurs (trices): valorisation, commercialisation	Session				12	8	67%
Résultat	Promotion de la valorisation du miel								
Activité	Au niveau des coopératives apicoles								
Produit		Matériel d'extraction	Unité				20	20	100%
Activité	Au niveau des Unions de coopératives en tant qu'agregateurs								
Produit		Construction de locaux (UV)	Local				3	1	33%
Produit		Matériel de conditionnement	Unité				3	0	0%
Produit		Appui pour la labellisation et la commercialisation	Ff				1	1	100%
Produit		Achat des produits anti varroas	Ruche	815	815	100%	500	6658	1332 %
Résultat	Investissements physiques pour la création des AGR et des PMER								
Activité		Unités apicoles de 50 ruches	Unité				50	25	50%
<b>Composante</b>	<b>Composante II : financement rural de proximité et création d'AGR et PMER</b>								<b>65%</b>
Résultat	Appui au développement du financement rural de proximité								
Résultat	Promotion des AGR et de la PMER								



Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
Activité		Etude de diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER	Etude				1	1	100%
Activité		Formation des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER	Session				120	0	0%
Activité		Formation des promoteurs d'AGR et de PMER	Session				660	804	122%
Activité		Appui-conseil aux promoteurs d'AGR et de PMER	Unité				3	3	100%
Activité		Organisation de rencontres annuelles sur les AGR et la PMER	Rencontre				3	2	67%
Activité		Etude d'évaluation des AGR et des PMER	FF				2	0	0%
<b>Composante</b>	<b>Composante III : renforcement des capacités locales</b>					<b>56%</b>			<b>98%</b>
Résultat	Encadrement et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des PPDF								
Activité	Encadrement et appui								
Produit		Animateurs	Pers.mois	6	2	33%	90	72	80%
Produit		Animatrices	Pers.mois				30	30	100%
Produit		Techniciens en gestion des petites entreprises	Pers.mois				20	16	80%
Produit		Techniciens en génie rural	Pers.mois	6	2	33%	40	42	105%
Produit		Techniciens en production végétale	Pers.mois	6	4	67%	60	64	107%
Produit		Techniciens en production animale	Pers.mois	6	5,5	92%	60	65,5	109%
Activité	Aménagement de locaux								
Produit		Aménagement de bâtiments des CT et S/CT	Unité				1	1	100%
Résultat	Alphabétisation fonctionnelle								
Activité		Contrat pour formateurs en alphabétisation fonctionnelle	Contrat				4	4	100%
<b>Composante</b>	<b>Composante IV : Composante coordination et gestion</b>					<b>61%</b>			<b>68%</b>
CGP	Personnel contractuel								
CGP		Directeur-adjoint	Pers.mois				75	58	77%
CGP		Spécialiste en financement rural, AGR et PMER	Pers.mois				20	17	85%

Component/Outcome				Période: Jan-Oct. 2019			Cible du projet	Avancement Cumulé	cumulé en %
	Sous composante ou output	Indicator	Unité	PTBA	Réalisé	%			%
CGP		Agroéconomiste spécialiste en suivi-évaluation	Pers.mois	6	4	67%	50	44	88%
CGP		Sociologue spécialiste en renforcement des capacités et genre	Pers.mois				24	20	83%
CGP		Ingénieur du génie rural	Pers.mois	6	1,5	25%	25	26,5	106%
CGP		Ingénieur agronome spécialisé en horticulture	Pers.mois				25	25	100%
CGP		Ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture	Pers.mois				25	25	100%
CGP		Comptable	Pers.mois	6	5,5	92%	50	55,5	111%
CGP	Activités de suivi-évaluation								
CGP		Atelier de démarrage du projet	FF				1	1	100%
CGP		Enquête de base	FF				1	1	100%
CGP		Etudes d'impact	FF				2	0	0%
CGP		Enquêtes anthropométriques	FF				1	0	0%
CGP		Enquêtes sur l'accumulation des biens	FF				1	0	0%
CGP		Formation des responsables de gestion du programme	FF						
CGP		Formation des responsables sur le genre et le ciblage	FF				2	0	0%
		MOYENNE d'AVANCEMENT DU PTBA 2020				70%			



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province**

#### **Rapport de supervision**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 28 octobre - 8 novembre 2019  
Date du document 06/01/2020  
Identifiant du projet 1100001525  
Numéro du rapport: 5258-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes

## Appendice 3 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA), état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	Etat d'avancement/Date
<b>Section E.1.b</b>	L'UGP a été mise en place au sein de la DPA, les spécialistes -matière ont été sélectionnés conformément aux dispositions de l'accord de financement.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
<b>Section E.2</b>	Les dispositions prévues à la section 4.02 a) des conditions générales ne s'appliquent pas à l'accord de financement. Les dépenses spécifiées au parag.2 de l'annexe 2 de l'accord de financement et n'excédant pas un montant total en MAD équivalent à la somme de 1 200 000 USD peuvent être honorées à partir du compte de prêt et du compte de don.		Disposition respectée
<b>Annexe 3</b>	Clauses particulières : a), b), c), d), e), f) et g)		Clauses respectées
<b>Section 4.02.b</b>	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA.		Disposition respectée
<b>Section 4.04</b>	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives.		Disposition respectée
<b>Section 7.01.b</b>	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA.	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition partiellement respectée. L'UGP doit présenter un tableau synthétique par composante, sous-composante, catégorie et source de financement
<b>Section 7.05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur.		Disposition respectée
<b>Section 7.08</b>	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales.		Disposition respectée
<b>Section 7.11</b>	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre.	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée : Le directeur, le directeur-adjoint et le personnel clé du projet sont nommés.
<b>Section 8.02.a</b>	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets.		Disposition respectée : une application et un registre de contrats et de dépenses ont été mis en place. Cependant, l'UGP ne dispose pas d'un logiciel de comptabilité. Le suivi financier se fait sur Excel.
<b>Section 8.02.b</b>	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA.	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition non respectée

<b>Section 8.03</b>	Une revue à mi-parcours devrait être conduite conjointement par le FIDA et le Bénéficiaire.		Disposition respectée
<b>Section 9.01</b>	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées.		Disposition respectée
<b>Section 9.03</b>	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition respectée. Le rapport d'audit 2018 n'a pas encore été adressé au FIDA
<b>Section 11.01</b>	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt		Disposition respectée